



AL 227 - AVRIL 2000

*2000 ANS D'OBSCURANTISME*

**Pas de quoi jubiler !**

ÉDITO

Pas de quoi jubiler !

Alternative Libertaire

APPEL

Pour l'insolence et le blasphème

LABEL

COURRIER

Après le message du pape

Jean Chenesse

ANTICLÉRICAL

Pour un athéisme radical

Bruno Courcelles

CAMPAGNE DE DÉBAPTISATION

La lettre-type

PENSÉE

La Boétie et la servitude volontaire

Fabrice

CHRONIQUE

Nouvelles des bas-fonds

Chiquet Mawet

MONARCHIE

Joyeuse entrée princière à Namur

Jean Tarte

CARTE DE VISITE

Le Collectif d'Action GènÉthique

SOYONS CONCRETS

Et si on se passait du fric ?

Cerise

POUR LES TRANSPORTS GRATUITS

Collectif Sans Ticket

CAMPAGNE INTERNATIONALE

Marche Mondiale des Femmes

Collectif des "sans"

PRÉSENTATION CRITIQUE

La Marche Mondiale des Femmes

Patsy

NOTE DE LECTURE

L'assassinat de Lumumba

Olivier Taymans

VIDÉO

Mal aimé, à propos du masochisme

Anne-Marie Beissel

LU DANS LA PRESSE

José Bové : anar !

Caroline Monnot (Le Monde)

UNE NOUVELLE BROCHURE

Anarchisme, violence, non-violence

Xavier Bekaert

**A BAS TOUTES**

**LES ARMÉES**



**A BAS TOUTES**

**LES RELIGIONS**

2000 ANS D'OBSCURANTISME

## Pas de quoi jubiler !

Pour l'Église catholique, officiellement, le **Jubilé**, c'est d'abord, *la célébration de l'incarnation rédemptrice du fils de Dieu* : Jésus-Christ. Pour les curés, c'est *une année de grâce du Seigneur, une année de rémission des péchés et des peines dues aux pécheurs*, une sorte de grâce royale divine quoi ! Vous pourrez vous garer n'importe où, Dieu fera sauter vos PV.

Pour nous, le **Jubilé** sera surtout l'année d'une offensive catholique d'envergure : les célébrations se feront simultanément à Rome et dans les églises locales. Pour l'occasion, l'Église fera son *autocritique* et "s'excusera" pour les erreurs, les crimes, les horreurs commises en son nom. Un *mea culpa* de circonstance destiné à effacer l'image déplorable d'un obscurantisme dogmatique, des conversions forcées, de l'évangélisation à la baïonnette, de la rédemption par le bûcher...

Toutes les fautes commises par l'Église au XVème siècle seront vigoureusement condamnées. Pour les erreurs du XXème siècle, le soutien aux dictatures militaires en Espagne ou en Amérique latine, le crime contre l'humanité que représente l'interdiction de l'usage du préservatif, le refus de l'avortement, l'exclusion des homosexuels... il faudra attendre... le jubilé de l'an 3000. Faute avouée est à moitié pardonnée, les curés pourront se consacrer le cœur léger au véritable but du jubilé : **la conversion de nouveaux fidèles**.

Les libertaires, adversaires de tout dogmatisme et de l'obscurantisme religieux ne pourront rester inactifs face à cette offensive cléricale.

AL

---

APPEL

# Pour l'insolence et le blasphème

## Le recul de la liberté d'expression

La plupart de nos contemporains considèrent aujourd'hui, à l'instar par exemple de Luc Ferry (*Le Soir* 18.02.99) qu'on n'a jamais vécu dans des sociétés aussi libres. Ils confondent là l'incontestable libéralisation des mœurs avec le domaine de la liberté d'expression dont l'apogée remonte à la décennie précédente.

Depuis une dizaine d'années en Belgique comme dans les pays voisins, on assiste à la propagation de l'idée que la liberté d'expression comporte des limites et que la tolérance se définit comme le respect des idées d'autrui.

**La tolérance est le respect des individus mais pas celui des idées ou des croyances.**

Historiquement la problématique de la tolérance s'est d'abord posée dans le domaine de la religion.

Peu à peu, la répression du blasphème, bien que le délit subsiste dans la législation de la plupart des pays, s'est éteinte en Europe. En 1976, la Cour européenne des Droits de l'Homme établissait que la liberté d'expression s'appliquait même aux idées qui heurtent, choquent ou inquiètent. Un tel arrêt empêchait toute activation des législations nationales sur le blasphème. En 1994, la Cour prenait le contre-pied de sa décision antérieure et considérait qu'il était normal d'interdire la projection d'un film susceptible d'offenser des croyants (cf. Guy Haarscher, *La Laïcité*, pp 79-81).

Dès 1991, l'archevêque de Paris réclamait que des pratiques (sic) telles que prendre pour objet de dérision la vie du Christ devaient être passibles de poursuites judiciaires.

En 1997, l'épiscopat français a créé une association, *Croyances et libertés*, pour poursuivre tous ceux qui manqueraient de respect aux symboles de la religion. Elle s'en est prise récemment à une firme automobile, qui pour s'éviter les désagréments d'un conflit judiciaire, a préféré retirer le matériel publicitaire litigieux.

On aurait pu croire qu'au XXème siècle les études historiques resteraient à l'abri des tribunaux et des pressions.

C'est tout le contraire qui se produit et un tribunal parisien a clairement statué que même un des meilleurs spécialistes de la question n'était pas libre d'écrire ce qu'il pensait à propos du massacre des Arméniens en Turquie lors de la Première guerre mondiale.

Malgré les protestations de personnalités au dessus de tout soupçon comme Noam Chomsky (*Le Monde*, 1.9.1998) ou Pierre Vidal-Naquet (*Le Monde*, 3.2.99) la plupart des pays d'Europe occidentale ont cru opportun de promulguer une législation contre les révisionnistes en présentant comme un motif acceptable - ce qui n'est pas le cas - qu'il s'agissait de personnes d'extrême droite, ce qui ne peut manifestement pas s'appliquer à quelqu'un comme Garaudy, malgré les réserves que méritent ses propos sur la réalité de la Shoah.

L'esprit du temps voudrait nous faire admettre que les coutumes et pratiques traditionnelles devraient maintenant être respectées et sans doute devenir intangibles. Le tribunal français déjà cité a clairement interdit d'écrire que des traditions comme la circoncision étaient folkloriques.

Les juridictions françaises confondent là un jugement d'ordre éthique et le domaine du droit dont ils étendent indûment la fonction.

L'Europe entière paraît maintenant communier dans les poursuites contre les mouvements religieux minoritaires en parvenant à les

discréditer par le nom de sectes qu'on a réussi à leur imposer dans l'opinion publique.

Nul doute que beaucoup de ces groupes n'apportent à nos yeux aucun profit à l'humanité et que dans quelques cas, délits et crimes se commettent en leur sein. Ces délits et ces crimes tombent sous le coup de lois en vigueur. De quel droit veut-on légiférer à leur encontre ou les "observer" d'une manière particulière alors que bien d'autres groupes sont plus dangereux pour la liberté ?

## Liberté et manipulation

Les manipulations innombrables dont la presse est l'auteur ou le complice, tantôt conscient, tantôt involontaire, s'accompagnent de la même atmosphère d'intolérance. En Belgique plus qu'ailleurs, il a été et reste malséant d'émettre des doutes sur la pureté des intentions des Croates pourtant dirigés par Fr. Tudjman, authentique négationniste. La guerre de Croatie et de Bosnie ne rend pas la presse plus prudente aujourd'hui au Kosovo.

L'affaire Dutroux et les travaux de la commission parlementaire d'enquête ont montré les perversions qu'entraînent les limites de la liberté d'expression.

Elles servent à dissimuler les erreurs ou les crimes et facilitent la manipulation médiatique dont l'ignorance et la répression sont le terreau idéal.

Acteurs sociaux et journalistes sont l'objet de pressions lorsqu'ils dérangent.

Ceux qui peuvent témoigner utilement pour dénoncer des délits sont poursuivis en lieu et place de ceux qu'ils dénoncent. Le cas d'un fonctionnaire de la commission européenne reste exemplaire à cet égard malgré une fin sans doute heureuse pour lui.

Le résultat de ces interdictions, persécutions ou pressions sociales et morales est celui de tous les conformismes : le développement du contrôle politique par le contrôle idéologique et l'ignorance.

## Vertus du blasphème

Pourtant toutes les idées jugées importantes dans l'histoire de l'humanité à un moment donné ont d'abord été choquantes voire blasphématoires. Socrate fut condamné à boire la ciguë par la démocratie athénienne et Jésus fut un blasphémateur pour les prêtres juifs. L'Hégire n'est autre que la référence à la fuite de Mahomet.

Les protestants ont été persécutés impitoyablement il y a quelques siècles. Ils furent éradiqués de nos régions alors qu'il y avait eu des républiques protestantes à Gand et à Bruges.

Qui peut jurer qu'un groupe aujourd'hui honni n'aura pas propagé la religion dominante du prochain siècle ? C'est bien à cause de cette crainte qu'on cherche à discréditer tout groupe religieux qui obtient quelque succès.

Les arts, la littérature et même la science se sont développés à coup de scandales où parfois la justice est intervenue comme elle le fit au XIXe siècle.

Flaubert, classique entre les classiques aujourd'hui, fut poursuivi de son vivant comme d'autres artistes ou écrivains.

Il n'y a pas de cas Rushdie en Occident mais éditeurs, producteurs et responsables des médias veillent à ne pas choquer. L'insolence, disent-ils, a des limites.

## Ne pas renforcer le conformisme

Il faut sans doute établir des limites comme celles qui ont trait au domaine de la responsabilité : ainsi, calomnie et diffamation constituent légitimement des délits.

La volonté de protéger des mineurs est légitime mais en France une disposition en la matière sert systématiquement à réprimer certaines publications.

Il est normal de réprimer les actes racistes. Le racisme ne relève pas du débat d'idée, il disqualifie par avance une catégorie d'êtres humains.

En outre, il ne faut pas oublier le dernier article de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme qui stipule que nul ne peut se servir des protections prévues dans la déclaration pour saper les libertés qu'elle proclame.

Manipuler en vue de cet objectif, une protection aussi fondamentale que celle du jury pour délit de presse accordée par l'article 150 de la Constitution belge à tous les citoyens, nous semble susciter un risque exagéré et inadéquat pour les libertés. Avec beaucoup de journalistes nous voyons là le recours dangereux à une restriction des libertés opérée sous le prétexte d'une protection de la démocratie.

Le recours à des interdictions du type *On ne peut laisser faire les sectes, on ne peut laisser parler ceux qui disent que le massacre des Arméniens n'est pas un génocide ou qu'il n'y a pas eu de chambre à gaz voire Les journalistes ne peuvent tout dévoiler* peut sembler inspiré par un sentiment de démocratie et de justice.

Pour nous, il consiste en fait en une réaction de peur face à des manifestations le plus souvent peu agréables en soi.

Pour une part, la tentation de l'interdiction par la loi aboutit à masquer l'émergence d'idées absurdes et dangereuses qui se développeront de toute manière, alors que le

débat fondamental à leur sujet aura été évacué.

La presse doit demeurer totalement libre de ses propos, comme le prévoit la Constitution.

Des campagnes de presse favorisent l'absence de débat et celle-ci encourage à son tour le lynchage médiatique.

Nous devons observer à regret que ces campagnes tendent à renforcer, au moins provisoirement, des groupes dominants et aveuglent bien des démocrates.

## La liberté fait-elle peur ?

Le conformisme n'aidera pas à affronter les problèmes du XXIème siècle. La réalité est toujours plus dérangeante que ce que nous pouvons imaginer. Elle peut être tout à la fois source de nouveautés et de progrès comme pleine de risques. Il ne faut pas sacraliser toute opinion émise. Nous devons pouvoir lutter contre des idées quelles qu'elles soient mais les nier ou les exclure du champ d'argumentation ne sert à rien. Il faut affronter ce qui dérange. Même l'insolence peut être un questionnement fructueux.

Une personne existe lorsque sa voix est écoutée. Communiquer est fondamental pour tous les humains.

L'expression est une des composantes fondamentales et nécessaires de la vie en société. Sa "liberté" ne relève pas d'un luxe de nanti.

L'attitude politique qui consiste à réduire des libertés que l'extrême droite voudrait supprimer n'est pas logique et ne rapporte pas non plus beaucoup de suffrages, si ce n'est à ces partis d'extrême droite, qui peuvent se glorifier d'avoir obtenu des résultats contre les démocrates sans même avoir participé au pouvoir.

Les démocrates songent d'abord à protéger la liberté d'expression, sans laquelle aucune vie politique démocratique n'est possible. Sans elle, comment débattre, comment lutter, comment exercer un contrôle démocratique sur les structures de l'État ?

La liberté d'expression ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.

D'où vient l'autocensure qui nous étouffe ?  
Cette terrible liberté fait-elle peur ?

**LABEL**

c/o Bruxelles Laïque - 02/502.98.58  
18-20 av de Stalingrad, 1000 Bxl

Les premiers signataires :

Claude ADRIAENSSENS, Administrateur de la LABEL - Jean-Jacques AMY, Professeur extraordinaire à la VUB - Willy COURTEAUX, Journaliste - Patrice DARTEVELLE, Président de la LABEL, Administrateur du Centre d'Action Laïque, Directeur d'Espace de Libertés - André DARTEVELLE, Documentariste RTBF - Roland DELBAERE, Enseignant retraité - Christian EYSCHEN, Secrétaire général de la Libre Pensée française - Roberto GALLUCIO, Secrétaire de Cabinet de l'Échevin de l'Instruction publique de Bruxelles - Philippe GROLLET, Président du Centre d'Action Laïque - Jacqueline HARPMAN, Écrivain-psychanalyste - Joseph HICK, Enseignant en lutte - Claude JAVEAU, Professeur à l'ULB - Francois JOTTRAND, Médecin - Frédéric LAVACHERY, Menuisier - Pierre MERTENS, Écrivain - Philippe MOINS, Humain - Pierre PUTTEMANS, Architecte - Johannes ROBYN, Président de l'Union des Athées, Secrétaire de Bruxelles Laïque, Secrétaire général de la LABEL - Roger NOËL / Babar, Éditeur du journal *Alternative libertaire* - Joachim SALAMERO, Président de la Fédération française de la Libre Pensée - SERDU, Dessinateur de presse - Henri SIMONS, Député européen - Roger SOMVILLE, Peintre - Jean STENGERS, Professeur honoraire à l'Université de Bruxelles - Marc C. STERPIN, Enseignant, Conseiller de CPAS - Freddy THIELEMANS, Échevin - Député européen - Jean VAN LIERDE - Catherine VAN NYPELSEER, Vice-présidente de la LABEL - Georges VERCHEVAL, Directeur du Musée de la Photographie à Charleroi - Willy WOLSZTAJN, Dessinateur de presse.

**Oui je signe**

# I' Appel de LABEL

Prénom, Nom, activité, signature

.....

.....

.....

.....

.....

À renvoyer à LABEL c/o Bruxelles Laïque  
18-20 av de Stalingrad, 1000 Bruxelles

\*\*\*\*\*

COURRIER

## Après le message du pape

Le dimanche 12 mars 2000, à la Basilique Saint-Pierre de Rome, Jean Paul II a effectué une demande de pardon sans précédent pour les fautes et les exactions passées commises par l'Église catholique. Le point 6 de son discours évoque les **femmes trop souvent humiliées et marginalisées** reconnaissant *que les chrétiens par diverses formes s'en sont aussi rendus coupables.*

Aussi, je souhaiterais connaître votre opinion sur cette démarche solennelle, sachant que si le discours du pape est attractif et encourageant, rien dans le fondement doctrinal du culte qu'il conduit n'a pour autant été remis en question. En effet, la Bible, dont ce mouvement cultuel en revendique la nature actuelle, contient toujours les propos suivants qui n'ont été à l'occasion ni dénoncés, ni révisés...

- Si tu as à faire l'estimation d'un homme de vingt à soixante ans, ton estimation sera de 50 sicles d'argent, selon le sicle du sanctuaire ; si c'est une femme, ton estimation sera de 30 sicles. De cinq à vingt ans, ton estimation sera de 20 sicles pour un garçon et de 10 sicles pour une fille. D'un mois à cinq ans, ton estimation sera de 5 sicles d'argent pour un garçon, et de 3 sicles d'argent pour une fille. De soixante ans et au dessus, ton estimation sera de 15 sicles pour un homme, et de 10 sicles pour une femme (Lévétique 27:3-7).

- *La femme qui aura un flux, un flux de sang en sa chair, restera sept jours dans son impureté. Quiconque la touchera sera impur jusqu'au soir. Tout lit sur lequel elle couchera pendant son impureté sera impur, et tout objet sur lequel elle s'assiéra sera impur. Quiconque touchera son lit (ou un objet sur lequel elle s'est assise) lavera ses vêtements, se lavera dans l'eau et sera impur jusqu'au soir (Lévétique 15:19-21).*

- *Lorsqu'une femme deviendra enceinte, et qu'elle enfantera un fils, elle sera impure pendant 7 jours ; elle sera impure comme au temps de son indisposition menstruelle (...). Elle restera encore 33 jours à se purifier de son sang ; elle ne touchera aucune chose sainte, et elle n'ira point au sanctuaire, jusqu'à ce que les jours de sa purification soient accomplis. Si elle enfante une fille, elle sera impure pendant (14 jours), comme au temps de son indisposition menstruelle ; et elle restera 66 jours à se purifier de son sang (Lévétique 12:2-5).*

- *Qu'est-ce que l'homme, pour qu'il soit pur ? Celui qui est né de la femme peut-il être juste ? (Job 15:14).*

- *Si la jeune femme ne s'est point trouvée vierge (à son mariage), on fera sortir la jeune femme à l'entrée de la maison de son père ; et elle*

*sera lapidée par les gens de la ville, et elle mourra (Deutéronome 22:20-21).*

*- Je veux cependant que vous sachiez que Christ est le chef de tout homme, que l'homme est le chef de la femme, et que Dieu est le chef de Christ [...] L'homme ne doit pas se couvrir la tête, puisqu'il est l'image et la gloire de Dieu, tandis que la femme est la gloire de l'homme [...] C'est pourquoi la femme doit avoir sur la tête une marque de l'autorité dont elle dépend (Premier Épître de Paul aux Corinthiens 11:3-7-10).*

*- Que les femmes se taisent dans les assemblées, car il ne leur est pas permis d'y parler; mais qu'elles soient soumises, comme le dit aussi la loi. Si elles veulent s'instruire sur quelque chose, qu'elles interrogent leur mari à la maison ; car il est malséant à une femme de parler dans l'Église (Premier Épître de Paul aux Corinthiens 14:34-35).*

*- Que la femme écoute l'instruction en silence, avec une entière soumission. Je ne permets pas à la femme d'enseigner, ni de prendre de l'autorité sur l'homme ; mais elle doit demeurer dans le silence. Car Adam a été formé le premier, Eve ensuite ; Adam n'a pas été séduit, mais la femme, séduite, s'est rendue coupable de transgression. Elle sera néanmoins sauvée en devenant mère (Premier Épître de Paul à Timothée 2:11-15).*

*- Dis que les femmes âgées doivent aussi avoir l'extérieur qui convient à la sainteté, n'être ni médisantes, ni adonnées aux excès du vin ; qu'elles doivent donner de bonnes instructions, dans le but d'apprendre aux jeunes femmes à aimer leur mari et leurs enfants, à être retenues, chastes, occupées aux soins domestiques, bonnes, soumises à leur mari, afin que la parole de Dieu ne soit pas calomniée (Épître de Paul à Tite 2:3-5).*

À l'aube du troisième millénaire les pronostics vont bon train. Certains affirment que ce millénaire sera spirituel quand d'autres avancent qu'il sera plutôt féministe. On prétend que la femme se verra enfin reconnaître pleinement ses droits dans les domaines social et professionnel. Elle deviendra l'égale de l'homme non selon un modèle masculin mais selon un modèle humain. Son mode féminin de penser la

société, le monde et l'humanité, recevra l'égale estime et l'entier intérêt qu'il mérite. Ce sera alors la confirmation d'une seconde forme d'intelligence dans notre société. Ni supérieure, ni inférieure à celle masculine, mais différente tout simplement. Différente, car notre nature et les expériences que nous vivons sont, ont toujours été et seront toujours différentes. Et ceci induira toujours nos attentes, nos comportements, et *a fortiori* notre façon d'appréhender l'avenir et d'estimer la vie (que les femmes portent et donnent). C'est en cette intelligence que réside tous les espoirs des générations prochaines. L'implication des femmes à tous les niveaux de la société humaine, l'avènement de intelligence féminine générera toujours plus de réformes salvatrices qui bouleverseront les valeurs et l'ordre des choses, lequel, reconnaissons le, ne peut être pire. En cela, le combat féministe n'est pas au seul intérêt des femmes, mais au bénéfice de l'humanité toute entière.

Mais le rêve confronté à la réalité se brise là. Quel espoir peut-on porter dans l'intelligence féminine et l'évolution de la condition de la femme, quand au nom d'une prétendue tradition, par convention cérémonielle (mariage, baptême, etc.) une majorité de femmes s'associe encore à des mouvements culturels yahvistes misogynes dont les textes doctrinaux (Ancien et Nouveau Testament, Coran) prônent la ségrégation et la relégation de la femme (extraits ci-dessus) ? La relation des femmes avec ces mouvements culturels idéologiquement misogynes, comme celle de toute population avec un quelconque mouvement à l'idéologie condamnable, n'augure rien de bon. La croyance en Dieu n'exige en soi ni le consentement servile à de tels propos, ni l'attachement à un quelconque mouvement culturel qui s'y réfère. La prosternation intellectuelle, voire physique, de femmes dans un pays libre devant une telle doctrine est plus qu'inquiétante. Cela discrédite même les revendications égalitaires du mouvement féministe. Ce dernier, d'ailleurs, qui est si prompt à juger et condamner les États où les droits de la femmes sont bafoués, devrait se poser justement la question du pire, entre des hommes qui s'inspirent dans un contexte socio-économique difficile de traditions fondées sur l'idéologie de la relégation de la femme, et des féministes instruites qui tolèrent dans un pays développé la présence de mouvements yahvistes à la doctrine si

contestable, se faisant ainsi les complices de leur pérennité et de leurs exactions à travers le monde. Mais il est sans doute plus aisé de critiquer autrui que de réformer sa propre conduite !

Maintenant, si c'est véritablement par tradition, au nom de la culture, qu'il faut en accepter la présence et en respecter les textes et les idées, n'oublions pas que jusque dans un passé récent, la condition de la femme n'était pas traditionnellement évoluée. Admettre au nom de la tradition, c'est permettre la revendication de toute régression. Les temps ont changé, heureusement, mais les écrits restent, et les doctrines qu'ils contiennent aussi, prêtent à resurgir du passé.

L'exemple de la dégradation actuelle des acquis sociaux et du droit des travailleurs sous l'influence corrosive du néolibéralisme, qui fut pourtant le fruit du combat acharné de nos prédécesseurs, démontre que rien n'est acquis définitivement. Il en sera ainsi demain pour la condition de la femme avec la conservation des doctrines yahvistes.

**Tout représentant de culte peut bien aujourd'hui amadouer le public avec des mea culpa séduisants. L'élan de paupérisation que connaît notre monde, accompagné *intrinsèquement* de celui de la religiosité fondamentaliste, assure que ce ne sera que "partie remise".** La pérennité de ces textes est celle de l'idéologie qu'ils contiennent.

Ne serait-il pas temps d'instruire le public sur les propos condamnables contenus dans les "textes saints" ? Qui connaît bien son ennemi, sait le combattre. Une exégèse des écritures yahvistes concernant les domaines de la relégation de la femme, de l'esclavagisme, de l'inégalité, etc., permettrait de lutter contre les grands mouvements culturels yahvistes.

**Jean Chenesse**

---

# Pour un athéisme radical

Les discussions sur l'athéisme portent souvent sur le *sens de la vie*. Les religions prétendent fournir des réponses à la question : *La Vie a-t-elle un sens ?*

La question peut prendre une autre forme : *Ma vie a-t-elle un sens ?*  
D'autre part, le mot *sens* veut dire *direction, orientation* et aussi, *signification*.

Je récusé les réponses religieuses à ces questions. Les religions expliquent l'obscur par le mystère. Leurs réponses ne peuvent convaincre que ceux qui croient déjà, ou qui sont prêts à se jouer à eux-mêmes la comédie, à *décider de croire* en vue de faire taire leur angoisse ou pour toute autre raison, et donc à vivre dans la *mauvaise foi* (au sens Sartrien du terme).

**Ma vie a le sens  
que je lui donne**

L'humanité telle qu'elle existe résulte de mécanismes biologiques, psychologiques et sociaux, mécanismes non déterministes, qui laissent de la place au libre arbitre (au niveau individuel) et à l'action politique (au niveau global).

Comment se situe ma vie ? Ma vie (en cours) **n'a pas en propre un sens**, comme une pierre a une masse et un volume. Elle a le sens (la direction) que je lui donne.

Je suis sur terre de par une volonté qui n'est pas la mienne : la volonté de mes parents (ou leur négligence en matière de contraception, ou leur conformisme à une tradition culturelle ou familiale de lapinisme, etc.) Au départ, **le sens de ma vie m'échappe**. Mais je peux, par mes choix (profession, style de vie, conjoint) donner à ma vie un **sens qui est alors le mien**.

Tant que je suis vivant (du moins conscient et autonome), le sens de ma vie, c'est l'ensemble des choix que je fais en vue des années qui me restent à vivre. C'est une orientation, motivée par des objectifs (recherche de la célébrité et/ou de la richesse etc. disons *recherche du bonheur*, pour englober tout ce que chacun de nous met sous ce terme). Cette orientation est constamment modifiable, même si un principe de *fidélité à soi-même* n'incite pas à se remettre en question.

Une fois mort, le **sens que ma vie aura eu**, le parcours (minuscule) dans l'espace-temps humain que j'aurai effectué, sera la résultante de l'ensemble de mes actes (une *résultante* en mathématiques possède de multiples composantes, ce n'est pas un simple nombre positif ou négatif, qui serait déterminé par une balance comme dans les représentations picturales du *Jugement Dernier*).

Nos vies sont **fondées sur**, mais non **déterminées par**, des processus physiologiques, psychologiques et sociaux, que nous pouvons contribuer à modifier globalement (recherche médicale, action politique...) ou pour nous-mêmes (choix d'une vie "saine", ou dangereuse, choix d'un rôle social de créateur ou de leader, suicide...). Nous pouvons donc les orienter, leurs donner des sens.

Il n'y a pas besoin de "Dieu", de prêtre ni de gourou pour cela.

**Objection** : Tous les humains n'ont pas la possibilité de choisir ou d'orienter leurs vies. Certains n'ont le choix qu'entre des conditions de vie inhumaines et le suicide.

**Réponse** : Que des populations entières vivent dans des conditions indignes n'invalide pas mes observations, mais fournit un objectif politique urgent : transformer ces conditions. La possibilité d'orienter

sa vie de façon significative est une composante essentielle de la dignité humaine. Vous avez mentionné vous-même le suicide qui reste toujours un choix possible. Je m'étonne personnellement qu'il n'y en ait pas plus.

## L'individu face à la société

Par **individu**, j'entends chacun de nous avec son histoire, sa personnalité, ses goûts ; il ne s'agit pas de l'individu abstrait de Rousseau, de Kant ou des textes juridiques.

Par **société**, j'entends tous les autres, formant des groupes divers (famille, collègues de travail, compatriotes, coreligionnaires, etc.) Pour citer **Georges Palante** (*Les antinomies entre l'individu et la société, réédité avec une préface de Michel Onfray aux éditions de la Folle Avoine, 1994*), *c'est l'ensemble des cercles sociaux de toutes sortes auxquels peut participer un individu, ainsi que les relations complexes où il se trouve engagé par suite de cette participation [...] Ce milieu social exerce sur l'individu un nombre considérable d'influences qui s'entrelacent et s'enchevêtrent de toutes façons, qui tantôt s'additionnent et se renforcent et tantôt s'opposent et se neutralisent, mais qui dans tous les cas, agissent sur l'individu soit pour favoriser, soit pour entraver son développement (p.13).*

*L'individu et la société face à face sont comme deux joueurs d'échecs, ou plutôt comme le taureau dans l'arène face aux toreros et à leurs chevaux, encouragés par la foule. Ce jeu est inégal.*

***L'individu est face à la société pour un jeu qu'il n'a pas choisi de jouer, car il a été mis au monde de par la volonté de ses parents, influencés eux-mêmes par la société. Il est donc en un sens le produit de la société et obligé de jouer contre (avec ?) elle, un jeu dont les règles implicites et mouvantes se sont mises en place tout au long de l'histoire de l'humanité.***

Une vie humaine, c'est une partie (qui s'étend sur des dizaines d'années), d'un jeu que j'appellerai le *jeu de l'individu face à la société*

(en prenant *jeu* en un sens large incluant par exemple la corrida et la roulette russe). C'est un **jeu à coalitions** : chaque individu joue simultanément, d'une part sa partie face à la société, et d'autre part, les parties des autres, en tant que membre de la société, allié plus ou moins temporairement, plus ou moins consciemment à différents groupes (coalitions) constituant la société. L'individu peut jouer *personnel* pour défendre en priorité son intérêt propre, ses goûts, ses choix de vie, contre une coalition qui s'y oppose ; il peut au contraire jouer *conformiste*, avec les groupes sociaux dominants, tenter de faire céder les individualistes et renforcer la puissance de ces groupes.

L'**objectif de la société est de se maintenir**, mais les moyens ne sont pas fixés une fois pour toutes car les lois sont changeantes.

L'**individu cherche**, disons **le bonheur**, sous une forme qu'il a choisie ou qu'il a laissé la société choisir pour lui. Sa mort terminera sa partie. Il peut remporter des batailles locales, marquer des points contre tels autres individus, ou contre la société (qui cherche, typiquement, à le faire travailler le plus possible et penser *droit*). Dans de rares cas, il peut infléchir l'évolution de l'Histoire. Gagner pour l'individu, serait arriver à agir et à atteindre des objectifs qu'il aurait définis pour lui-même en toute indépendance et liberté. Qui a jamais gagné ?

La société peut utiliser la **force** (cas des régimes totalitaires), la **loi** (la **censure** sous ses diverses formes est une manifestation particulièrement claire de l'antinomie entre la société qui interdit et les individus, créateurs censurés d'une part et public interdit d'accès aux œuvres censurées d'autre part), mais sa meilleure stratégie est de faire croire aux individus qu'il y a **identité entre leurs buts personnels et les siens**.

Elle dispose d'un arsenal éprouvé pour ce faire : promotion des *valeurs morales* : honneur, religion, courage, patriotisme, goût du travail, esprit d'équipe, esprit grégaire, "racines" et traditions, etc. La promotion de la **Famille** est aussi une arme essentielle : d'une part la natalité est nécessaire au maintien de la société, et d'autre part, plus la famille est nombreuse et plus ses membres sont englués comme des mouches dans une toile d'araignée d'obligations multiples (travail, cuisine, éducation,

réunions) et de sentiments imposés (réjouissance lors d'une naissance ou d'un mariage, tristesse lors d'un décès). Qui n'a rêvé un jour de changer d'identité, de renaître en terre inconnue, libre de toute famille et de tout passé ?

Les **religions traditionnelles** confortent la société, et en sont une arme essentielle dans sa lutte contre l'individualisme. Les **sectes et nouvelles religions** inquiètent car elles cultivent, soit la séparation d'avec la société, soit le développement individuel, mais dans les deux cas, elles ne jouent pas le jeu de la société.

Parmi les stratégies de la société, on peut distinguer...

- Le contrôle des **corps** : impératifs d'élégance, de propreté, de pudeur, de santé, et tous les interdits et obligations sexuels.
- Le contrôle des **pensées** : intériorisation forcée de principes éthiques et politiques formulés en termes de nature humaine, d'efficacité, de sécurité, de progrès (dans quel sens ?), de solidarité, de travail, de compétition ; refus de penser l'échec, la mort, le risque, la fin de l'humanité ; intoxication publicitaire (et idéologique), pseudo-information et abrutissement médiatique.
- Les obligations **grégaire**s : *devoirs de mémoire, racines*, communautés, traditions familiales et régionales, modes imposées par les commerçants (en faisant croire à l'exercice d'une liberté personnelle).

L'**individu doit choisir une stratégie**, éventuellement la *non-stratégie* consistant à se laisser porter par le courant. La révolte frontale contre toutes les *valeurs* conduit tout droit en prison surtout en cas de passage à l'acte (la liberté d'expression et de communication ayant des limites, une révolte purement verbale ou écrite peut déjà causer bien des ennuis).

À moins de faire le choix du **conformisme total à l'idéologie dominante** **B travail, famille, patrie** (dont une forme affaiblie consiste à crier devant sa télévision quand l'équipe nationale de truc ou de machin marque un point, mais le prestige du "kamikase" n'a pas partout disparu), **religiosité molle**, qui se veut tolérante et humaniste, éloignée

de toute conviction ferme, immédiatement qualifiée péjorativement d'intégrisme B l'individu **doit donc ruser**, en adopter des morceaux, s'associer à d'autres individus pour en refuser d'autres, refouler ses désirs, se dédoubler comme le Dr. Jekyll.

Si nous naissons **libres en droit**, nous ne naissons pas libres *de fait* : conditionnés de multiples façons, nous ne pouvons que **tendre vers un peu plus de liberté**. Les modèles de non-conformisme proposés parfois (l'ermite retiré du monde, le philosophe dans sa tour d'ivoire, le marginal qui se choisit tel, l'individualiste aristocratique vanté par Georges Palante en s'inspirant de Nietzsche) sont en un sens contradictoires. Le chemin vers un peu plus de liberté ne peut être que personnel.

Le **suicide** est une stratégie possible de l'individu contre la société, comme la conscription en est une (entre autres) de la société contre l'individu. Par le suicide, l'individu met fin à sa partie (éventuellement, il lance une attaque post mortem contre ses proches ou ses ennemis). Il refuse de continuer à jouer un jeu, qu'il **n'a pas choisi de jouer** et dont on lui a imposé les règles, l'une d'entre elles étant que le jeu doit se poursuivre le plus longtemps possible. Il fait comme le joueur d'échecs qui balaye les pièces de l'échiquier et frustre son adversaire de la victoire. Il fait comme le spectateur qui quitte la salle au milieu d'un film ennuyeux ou insupportable de violence ; mais le film en question, celui qui est sa vie, est unique, et hors de la salle c'est le néant et non le soleil ou la fraîcheur du soir.

Par le suicide, disparaissent un individu et un petit fragment du jeu social, constitué de sa partie et de sa participation aux parties jouées par la société contre tous les autres individus. La société se trouve donc amputée (un peu) et surtout, **superbement refusée**, par un acte de liberté.

La société n'a pas dans son jeu de joker semblable (si, la **guerre**). Elle est bien sûr touchée, par la perturbation locale du système des relations sociales, elle est surtout effrayée par la **peur de la contagion**, et terrorisée par l'affirmation radicale de la liberté

individuelle absolue B absolue car payée au prix maximal, le *banco* du joueur qui mise tout ce qui lui reste.

Les sociologues, psychologues et moralistes sont appelés à la rescousse pour **expliquer le suicide** et nier la liberté (je sais bien que tous les suicides ne sont pas des manifestations de liberté).

Les philosophes et les sociologues font **tout leur possible pour camoufler les antinomies entre l'individu et la société**. Ils sont payés pour cela.

Les antinomies étant identifiées, est-il possible de proposer un compromis ? Mais proposer un compromis, n'est-ce pas nier l'antinomie fondamentale, et finalement, prendre le parti de la société ?

**Pourquoi faut-il proposer un compromis ?** Un compromis entre l'eau et le feu, c'est un tas de cendres humides ; ça pue. Je préfère contempler tour à tour la cascade et les bûches qui flambent.

Je ne suis ni juriste, ni politicien, ni moraliste, ni psychologue. Je ne propose ni lois ni conseils individuels. Comme l'entomologiste qui regarde se battre deux groupes de fourmis, j'observe et je cherche à comprendre.

**Objection :** Certains penseront que s'il en est bien comme je l'écris, il n'y a guère d'espoir pour l'espèce humaine.

**Réponse :** L'antinomie existe et il ne sert à rien de la nier. De même, la certitude de la mort n'empêche pas de vivre. En prendre conscience est nécessaire pour un cheminement vers plus de liberté personnelle. Et s'il doit en résulter la fin de l'humanité, qu'importe !

**Bruno Courcelle**

[Courcelle@iname.com](mailto:Courcelle@iname.com)

<http://www.courcelle-bruno.nom.fr/>

---

# Campagne de débaptisation

Nous avons reçu, de Léandre, la lettre suivante.

*Athée dites-vous ? L'hirondelle passe et fronce les sourcils elle a horreur de ces simagrées. Les mouches sont pieuses, l'hirondelle est athée, elle est vivante, elle est belle, elle vole vite. Il y a un bon Dieu pour les mouches un bon Dieu pour les mites, pour les hirondelles, il n'y a plus de bon dieu, elles n'en ont pas besoin...* (Jacques Prévert, *Paroles B Évènements*). *Je ne suis pas libre penseur dit le veilleur je suis athée / athée / comme absolument athée / comme totalement athée / comme hermétiquement athée / accent aigu comme étonnement athée / comme entièrement athée / pas libre penseur, athée* (Jacques Prévert, *Paroles B Crosse en l'air*). Et moi aussi vous dit Léandre mais depuis des années et plus encore j'essaie d'obtenir ma radiation du registre des baptêmes dans la paroisse de la commune où je suis né. Membre fondateur de la *Ligue Humaniste de Charleroi*, laïc acharné, anticlérical rabique, franc-maçon donc excommunié ! Bref athée avéré, il n'y a rien à faire, je suis toujours catholique de par mon baptême. **Léandre**, qui dort son tablier sous son oreiller. NB : Si dans toute la Wallonie, un lecteur d'AL a tenté et obtenu sa radiation de ce foutu registre paroissial qu'il fasse connaître ses démarches et il aura droit à un abonnement d'un an à AL de Léandre. De même si tout lecteur d'AL qui a échoué dans cette tentative mais a pu obtenir une réponse (soit de la commune, soit de la paroisse, soit du diocèse ou de l'Évêché) nous lui saurions infiniment gré d'en communiquer la teneur.

Aussitôt dit, aussitôt fait : comment se faire débaptiser ?

Ne laissez pas les autorités religieuses vous compter parmi les leurs ! Si vous avez été l'innocente victime d'un baptême non choisi, il n'est

jamais trop tard. Alternative Libertaire (re)lance, à l'occasion du Jubilé, une campagne de débaptisation pour que les autorités cléricales nous rayent de leurs listes lorsqu'elles existent. N'hésitez plus et suivez ces quelques recommandations pour que votre démarche aboutisse. Concrètement, vos dates et lieux de naissance figurent sur votre certificat de baptême, ainsi que sur le livret de mariage de vos parents. La demande, datée, doit être adressée au responsable de la paroisse (pasteur, curé...) dans laquelle vous avez été baptisé(e), ainsi qu'à l'évêché (pour les catholiques) dont dépend cette paroisse. N'hésitez pas à envoyer une seconde lettre (en recommandé) si la première reste sans réponse. N'oubliez pas de joindre une enveloppe timbrée pour la réponse. Dans la mesure du possible, faites des photocopies de ces documents en cas de contestation.

## **Demande type de débaptisation.**

*M. le curé, l'évêque, le pasteur... Ayant été baptisé en l'église / le temple de... le... 19.. sous le nom de... je vous serais reconnaissant(e) de bien vouloir porter sur le registre de baptême et en regard de mon nom la mention suivante : A renié son baptême par lettre datée du... En effet, mes convictions philosophiques ne correspondent plus à celles des personnes qui, de bonne foi, ont estimé devoir me faire baptiser. Ainsi, vos scrupules de vérité et les miens seront apaisés et vos registres purs de toute ambiguïté. Notez que légalement, les autorités religieuses ne peuvent refuser une requête de débaptisation car elle serait passible de poursuites judiciaires au même titre que n'importe quelle secte. Dans l'attente de votre confirmation écrite, je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués. Fait à... / Le... 2000 / Signature et adresse.*

**Suffisait de demander !**

**Alternative Libertaire**

---

UNE PENSÉE / LA BOÉTIE

# Discours de la servitude volontaire

Pour être esclave,  
il faut que quelqu'un  
désire dominer et...  
qu'un autre accepte de servir.

*Il y a trois sortes de tyrans. Les uns règnent par l'élection du peuple, les autres par la force des armes, les derniers par succession de race.*

De qui est ce constat, si lucide qu'il place la tyrannie de la démocratie avant celle de la dictature et celle de la monarchie ; tellement clairvoyant même qu'on le dirait digne d'un camarade anar ?

De **Étienne de La Boétie**, philosophe, poète et ami de Montaigne, né en 1530 surnommé par certain le *Rimbaud de la pensée* (car mort aussi jeune que lui et écrivant avec autant de fulgurance).

**Pour être esclave, il faut que quelqu'un désire dominer et... qu'un autre accepte de servir !**

Dans son *Discours de la servitude volontaire* (disponible aux *Éditions des mille et une nuits* pour seulement 68 fb.), écrit alors qu'il avait moins de 20 ans, il analyse les rapports maître/esclave, qui de tout temps ont été une constante des sociétés humaines. Sa thèse est que nous ne sommes en esclavage que parce que, quelque part, **nous le voulons bien** ; car cet esclavage, dit-il en substance, ne peut être

uniquement expliqué que par notre lâcheté, car les opprimés sont mille fois plus nombreux que les oppresseurs.

Sa réflexion, qui à bien des points de vue reste très moderne, peut nous éclairer sur des situations auxquelles nous sommes tous un jour ou l'autre confrontés, comme par exemple la décision de son assujettissement personnel à la servitude du salariat, les raisons de la résignation collective, la peur de ne plus être lié à un patron par un contrat de travail comme un vassal à son suzerain...

Il pose notamment la question de notre rapport à la liberté, à savoir : jusqu'à quel point elle fait partie intégrante de notre être (et donc dans quelles limites elle nous est due), expédiant la réponse en une formule lapidaire, associant indissolublement les concepts de servitude et d'injustice.

*À vrai dire, il est bien inutile de se demander si la liberté est naturelle, puisqu'on ne peut tenir aucun être en servitude sans lui faire tort : il n'y a rien au monde de plus contraire à la nature, toute raisonnable, que l'injustice. La liberté est donc naturelle ; c'est pourquoi, à mon avis, nous ne sommes pas seulement nés avec elle, mais aussi avec la passion de la défendre [...] Si par hasard il naissait aujourd'hui quelques gens tout neufs, ni accoutumés à la sujétion, ni affriandés à la liberté, ignorant jusqu'au nom de l'une et de l'autre, et qu'on leur proposât d'être sujets ou de vivre libres, quel serait leur choix ? Sans aucun doute, ils préféreraient de beaucoup obéir à la seule raison que de servir un homme [...] La liberté, les hommes la dédaignent uniquement, semble-t-il, parce que s'ils la désiraient, ils l'auraient ; comme s'ils refusaient de faire cette précieuse acquisition parce qu'elle est trop aisée.*

## Diviser pour "mieux" régner.

À cet esclavage volontaire, il donne une explication : il suffit de monter les individus les uns contre les autres, en créant des assemblages si complexes qu'à la fin plus personne ne soit à même d'analyser l'origine de cet esclavage généralisé.

Nos modernes *dirigeants* ont su développer à la pelle des applications inédites de cette tactique en récitant à qui veut bien l'entendre des incantations magiques aux pouvoirs lénifiants : c'est la faute à la fatalité de la mondialisation, à la globalisation de l'économie, à l'inéluctabilité de l'importance croissante accordée aux marchés financiers, à l'immigration non maîtrisée, etc. En somme, selon eux, à *tout le monde et à personne*.

*C'est ainsi que le tyran asservit les sujets les uns par les autres. Il est gardé par ceux dont il devrait se garder, s'ils valaient quelque chose. Mais on l'a fort bien dit : pour fendre le bois, on se fait des coins du bois même ; tels sont ses archers, ses gardes, ses hallebardiers. Non que ceux-ci n'en souffrent eux-mêmes ; mais ces misérables abandonnés de Dieu et des hommes se contentent d'endurer le mal et d'en faire, non à celui qui leur en fait, mais bien à ceux qui, comme eux, l'endurent et n'y peuvent rien.*

Existe-t-il une synthèse plus forte et concise des relations humaines dans le cadre d'une jungle du travail, où chacun est poussé à écraser autrui pour sa survie propre, où l'égoïsme est perçu comme une protection immensément plus efficace que n'importe quelle solidarité ; mais aussi où ce *chacun pour soi* fait de tout individu son propre tyran en même temps que celui de tous les autres.

La Boétie va même jusqu'à décrire dans le détail les multiples angoisses des "courtisans", qui ont pour principale origine la complexité inouïe de leurs stratégies tortueuses visant à se mettre en valeur aux yeux du "suzerain", lesquelles présentent plus d'une comparaison pertinente avec les très savantes tortures actuelles du savoureux monde de l'entreprise.

*Quelle peine, quel martyre, grand Dieu ! Être occupé nuit et jour à plaire à un homme, et se méfier de lui plus que de tout autre au monde. Avoir toujours l'œil aux aguets, l'oreille aux écoutes, pour épier d'où viendra le coup, pour découvrir les embûches, pour tâter la mine de ses concurrents, pour deviner le traître. Sourire à chacun et se méfier de tous, n'avoir ni ennemi ouvert ni ami assuré, montrer toujours un visage*

*riant quand le cœur est transi ; ne pas pouvoir être joyeux, ni oser être triste !*

## **Pourquoi accepte-t-on de se soumettre ?**

*Ainsi, puisque tout être pourvu de sentiment sent le malheur de la sujétion et court après la liberté, puisque les bêtes, même faites au service de l'homme, ne peuvent s'y soumettre qu'après avoir protesté d'un désir contraire, quelle malchance a pu dénaturer l'homme B seul vraiment né pour vivre libre B au point de lui faire perdre la souvenance de son premier état et le désir de le reprendre ?*

À cette question, La Boétie voit deux réponses.

*D'abord, un fatalisme venant de ce qu'on a jamais rien vu d'autre que l'organisation actuelle et qu'on juge tout autre système utopique, en somme : une assuétude à ce qu'on nous présente comme une société à l'horizon indépassable. Les hommes nés sous le joug, puis nourris et élevés dans la servitude, sans regarder plus avant, se contentent de vivre comme ils sont nés et ne pensent avoir d'autres biens ni d'autres droits que ceux qu'ils ont trouvés ; ils prennent pour leur état de nature l'état de leur naissance. On ne regrette jamais que ce qu'on n'a jamais eu. Le chagrin ne vient qu'après le plaisir et toujours, à la connaissance du malheur, se joint le souvenir de quelque joie passée. La nature de l'homme est d'être libre et de vouloir l'être, mais il prend facilement un autre pli lorsque l'éducation le lui donne [...] Ainsi, la première raison de la servitude volontaire, c'est l'habitude. Ils disent qu'ils ont toujours été sujets, que leurs pères ont vécu ainsi. Ils pensent qu'ils sont tenus d'endurer le mal, s'en persuadent par des exemples et consolident eux-mêmes, par la durée, la possession de ceux qui les tyrannisent.*

*Heureusement, il y a aussi des révoltés. Mais en vérité les années ne donnent jamais le droit de mal faire. Elles accroissent l'injure. Il s'en trouve toujours certains, mieux nés que les autres, qui sentent le poids du joug et ne peuvent se retenir de le secouer, qui ne s'appriivoisent*

*jamais à la sujétion et qui [...] n'ont garde d'oublier leurs droits naturels, leurs origines, leur état premier, et s'empressent de le revendiquer en toute occasion [...] Ils se remémorent les choses passées pour juger le présent et prévoir l'avenir [...]. Ceux-là, quand la liberté serait entièrement perdue et bannie de ce monde, l'imaginent et la sentent en leur esprit, et la savourent. Et la servitude les dégoûte, pour si bien qu'on l'accoutre.*

*Ensuite, il y a l'appât du gain. Ils veulent servir pour amasser des biens : comme s'ils pouvaient rien gagner qui fût à eux, puisqu'ils ne peuvent même pas dire qu'ils sont à eux-mêmes. Et comme si quelqu'un pouvait avoir quelque chose à soi sous un tyran, ils veulent se rendre possesseur de biens, oubliant que ce sont eux qui lui donnent la force de ravir tout à tous, et de ne rien laisser qu'on puisse dire être à personne. Ils voient pourtant que ce sont les biens qui rendent les hommes dépendants de sa cruauté.*

*Mais que gagne-t-on vraiment à s'assujettir ? Vous semez vos champs pour qu'il les dévaste, vous meublez et remplissez vos maisons pour fournir ses pilleries, vous élevez vos filles afin qu'il puisse assouvir sa luxure, vous nourrissez vos enfants pour qu'il en fasse des soldats dans le meilleur des cas, pour qu'il les mène à la guerre, à la boucherie, qu'il les rende ministres de ses convoitises et exécuteurs de ses vengeances.*

## **Des solutions ?**

*Ce tyran seul, il n'est pas besoin de le combattre, ni de l'abattre. Il est défait de lui-même, pourvu que le pays ne consente point à sa servitude. Il ne s'agit pas de lui ôter quelque chose, mais de ne rien lui donner. Pas besoin que le pays se mette en peine de faire rien pour soi, pourvu qu'il ne fasse rien contre soi. Ce sont donc les peuples eux-mêmes qui se laissent, ou plutôt qui se font malmenner, puisqu'ils en seraient quittes en cessant de servir.*

Les "trésors du tyran" ou les fastueux et spectaculaires étalages de la société de consommation.

*Ces misérables voient reluire les trésors du tyran ; ils admirent, tout ébahis, les éclats de sa magnificence ; alléchés par cette lueur, ils s'approchent sans s'apercevoir qu'ils se jettent dans une flamme qui ne peut manquer de les dévorer.*

## Le rôle de la religion

Il identifie également l'une des causes majeures de l'acceptation résignée de l'asservissement partout dans le monde, la religion : *Les tyrans eux-mêmes trouvaient étrange que les hommes souffrissent qu'un autre les maltraitât, c'est pourquoi ils se couvraient volontiers du manteau de la religion et s'affublaient autant que faire se peut des oripeaux de la divinité pour cautionner leur méchante vie. Le peuple a toujours ainsi fabriqué lui-même les mensonges pour y ajouter ensuite une foi stupide. Telle est la faiblesse des hommes : contraints à l'obéissance, obligés de temporiser, ils ne peuvent pas être toujours les plus forts.*

## En guise de conclusion, une grosse déception

Ne voyons cependant pas en lui un précurseur de l'anarchisme ! Car ce magistrat (voilà le hic !) dévot (qui prit parti pour un catholicisme d'État) finit son pamphlet sur une note pour le moins plutôt pieuse : *Levons les yeux vers le ciel pour notre honneur ou pour l'amour de la vertu, mieux encore pour ceux du Dieu tout-puissant, fidèle témoin de nos actes et de nos fautes [...] je pense, puisque rien n'est plus contraire à un Dieu bon et libéral que la tyrannie, qu'il réserve là-bas tout exprès, pour les tyrans et leurs complices, quelque peine particulière.*

Si ça peut vous consoler !

Fabrice

---

## Exercice pratique

Un investisseur américain se promène au bord de l'eau dans un petit village côtier mexicain. Un bateau rentre au port, contenant plusieurs thons.

L'Américain complimente le pêcheur mexicain sur la qualité de ses poissons et lui demande combien de temps il lui a fallu pour les capturer. *B Pas très longtemps, répond le Mexicain. B Mais alors, pourquoi n'êtes-vous pas resté plus longtemps pour en attraper plus ? demande le banquier. Le Mexicain répond que ces quelques poissons suffiront à subvenir aux besoins de sa famille. L'Américain demande alors : B Mais que faites-vous le reste du temps ? B Je fais la grasse matinée, je pêche un peu, je joue avec mes enfants, je fais la sieste avec ma femme. Le soir, je vais au village voir mes amis, nous buvons du vin et jouons de la guitare. J'ai une vie bien remplie. L'Américain l'interrompt : B J'ai un MBA (Master of Business Administration) de l'université de Harvard et je peux vous aider. Vous devriez commencer par pêcher plus longtemps. Avec les bénéfices dégagés, vous pourriez acheter un plus gros bateau. Avec l'argent que vous rapporterait ce bateau, vous pourriez en acheter un deuxième et ainsi de suite jusqu'à ce que vous possédiez une flotte de chalutiers. Au lieu de vendre vos poissons à un intermédiaire, vous pourriez négocier directement avec l'usine et même ouvrir votre propre usine. Vous pourriez alors quitter votre petit village pour Mexico City, Los Angeles, puis peut-être New-York, d'où vous dirigeriez toutes vos affaires.*

*Le Mexicain demande alors : B Combien de temps cela prendrait-il ? B 15 à 20 ans, répond le banquier. B Et après ? B Après, c'est là que ça devient intéressant, répond l'Américain en riant. B Quand le moment sera venu, vous pourrez introduire votre société en bourse et vous gagnerez des millions. B Des millions ? Mais après ? B Après, vous pourrez prendre votre retraite, habiter dans un petit village côtier, faire la grasse matinée, jouer avec vos enfants, pêcher un peu, faire la sieste avec votre femmes et passer vos soirées à boire et à jouer de la guitare avec vos amis. !*

LA CHRONIQUE DE CHIQUET

# Nouvelles des bas-fonds

Chiquet Mawet  
désosse l'actualité.

Côté Nazi, calme plat...

Faut jamais s'exciter, tout rentre dans l'ordre, on ne saura bientôt plus si *Haider* est une marque de chocolat ou un joueur de foot.

À force de se donner au spectacle, nos *Capitaines Fracasse* locaux se sont emmêlés les pinceaux au point de devoir publiquement se repentir de leurs "fautes de goût". C'est Louis qui l'a dit : l'aurait pas dû se laisser emporter par son tempérament et fustiger le ski en neige autrichienne.

Inconvenante gesticulation, certes, mais qui part, à n'en pas douter, d'excellentes intentions électorales. Où ça bave, c'est que l'effet boomerang bien connu des sportsmen aborigènes nous a ramenés brutalement sur le nez que tout ce qui était reproché à la coalition viennoise se pratiquait chez nous sur un grand pied depuis pas mal de temps. Faudrait peut-être que la RTBf pense à programmer un face-à-face entre notre Ministre de l'Intérieur et celui des Affaires étrangères. Avec le Commandant de la gendarmerie comme arbitre, ça pourrait être assez farce.

Mitrovica,  
le pont de la haine

À force, on finit par devenir vraiment méchant... En feuilletant le journal qui fait autorité chez les francophones pensant juste et prenant le vent comme il vient, je contemplais pour la ixième fois une ixième photo des affrontements entre Albanais et Serbes aux abords du fameux pont qui partage la ville en zones ethniquement égouttées. Pour cause d'itinéraire privé, tout ce qui concerne la Yougoslavie me fait d'habitude affreusement mal. Et bien là, rien. Pire, de l'exaspération. Comme devant une publicité qui vous monte au nez. Je regarde les visages : de part et d'autre de la KFOR, mêmes tronches, mêmes expressions haineuses de supporters de foot au bord de l'affrontement. Pas une femme, évidemment. À la maison ou ce qu'il en reste, en train d'essayer de rassembler de quoi faire bouillir la marmite et habiller les mômes. Ces cons se ressemblent comme de vrais jumeaux et ne rêvent que de s'entre-tuer. Mais qu'est-ce qu'elle glande la Kfor, au fait ? Qu'elle se tire au bistrot et puisque c'est ça qui les fait bander, que ces enragés de la castagne se rentrent dedans et qu'on n'en parle plus.

## Les robots du troisième millénaire

En 1999, Fr3 diffuse un document étonnant : *Le cartable de Big Brother*. Étonnant, mais qui n'essouffle apparemment pas grand monde, l'horreur révélée n'a donné le hoquet qu'à quelques passésistes finalement assez raisonnables.

On y apprend que le directeur général de Petrofina, bombardé par l'Université Catholique de Louvain *docteur honoris causa* pour le bien de la sienne, fait partie d'un club très sélect, *La table Ronde des Industriels*, regroupant 47 patrons (cf. Gérard de Sélys [1]), charpente d'un groupe de pression occulte qui a entrepris une guerre sans merci aux services publics, notamment à l'enseignement, et "étudie", entre autres, les nécessaires relations entre entreprises privées et universités et comment les installer dès l'enfance.

Le groupe déploie sa stratégie à tous les niveaux : CEE, communes, régions, OCDE, chez nous Communauté française, etc., institutions

auxquelles, aidé par les gouvernements aux ordres, il impose sournoisement la destruction du service public au profit d'une privatisation des formations par l'intermédiaire d'Internet.

Une propagande disneyland, destinée à appâter les esprits faibles, propose par exemple l'image d'enfants devant des ordinateurs. On leur demande s'ils préfèrent être à l'école sur un banc devant le prof ou bien à l'aise derrière un écran. Ben, derrière l'écran, tiens : l'ordinateur se fout de si on travaille ou on se marre. Pas de sanction, pas de contrôle, le pied.

Juste après cette sympathique espièglerie, image de vieille. Si vous ne saisissez pas la coupure, votre inconscient l'a happée. Dans la suite, vous n'y couperez pas, la vieille se flashe chaque fois qu'il faut rappeler au peuple que le premier devoir du citoyen, c'est d'être dans le coup, les vioques à la casse.

À Seneffe (sous la houlette de Bufquin, si les souvenirs de mes lectures sont bons [1]), taux de chômage de 30%, Petrofina investit dans des écoles fondamentales pauvres, leur amène des ordinateurs, des robots joueurs, des machines. Plus de notions d'apprentissage, on ne s'occupe pas de l'acquis de l'élève, les gosses jouent. C'est ce qu'on appelle de l'auto-formation. Les parents avisés achèteront les cours, après s'être fendu de l'équipement ad hoc pour que bébé complète sa formation à la maison. S'ils ont le blé pour. Et s'ils ont un peu de plomb dans la cervelle, ils s'appliqueront à mettre au point un plan d'investissement à long terme. Rien ne se démode plus vite en effet que les ordinateurs, leurs modes d'emploi et leur langage. Sans oublier les notes de téléphone. Le juteux supermarché de l'école Internet gagne les territoires inexploités d'une planète naufragée, les enfants vont enfin cesser d'être le produit d'obscurs et malencontreux hasards pour devenir la limpide évidence du tas de pognon que les parents consentiront à miser sur leurs têtes.

Les formations sont calibrées en fonction des besoins des entreprises : voici venu le temps des apprentis tournevis. L'agence Havas parle à juste titre de *produits en information*. À vendre.

Comme il se doit en démocratie libre marché, on va passer la parole à un contestataire éminemment bien élevé, Philippe Meirien, spécialiste en pédagogie. Selon ce brave cœur, faudrait pas confondre formation et éducation. Quand on éduque, et bien, il faut un but, une progression des exigences, une méthode, une réflexion d'homme à homme, un contact de personne à personne.

Bien entendu, le club des 47 se fout de l'éducation comme de colin-tampon, ça relève de la famille et la famille c'est aussi sacré que le pognon, faut pas chercher à savoir comment ça se reproduit, c'est le droit à la vie privée.

Et puis quelle liberté, quelle facilité : avec Internet, vous débarquez au cœur de la grande université virtuelle. Accroché à votre écran, vous voilà en communication avec les marques les plus prestigieuses, de Bordeaux à Harvard. Solitude intégrale de l'internaute émerveillé devant le prestige d'un label universellement reconnu, le savoir, on s'en fout, c'est pas ça qui fait que ça rapporte. Plus de liens, la société vivante s'efface, c'est ce qu'elle a de mieux à faire, des fois qu'au fil d'une conversation en direct, des péquenauds en viennent à se poser la question du pourquoi d'une telle activité évoquant furieusement un trouble obsessionnel compulsif, TOC pour les intimes ...

Tadaaa, tagada, gaffe, voilà Édith Cresson et avec elle toute la Commission européenne qui débarque : *Nous devons être compétitifs avec les USA. Puisque le traité de Maastricht encourage l'éducation à distance, il faut défendre et encourager ce marché-là. La pertinence de la formation, c'est l'entreprise. En conséquence, on va donner des formations utilisables sur le marché. La seule valeur, c'est l'industrie. Il vaut mieux se spécialiser dans une matière plutôt que de perdre son temps dans l'enseignement général.*

Point à la ligne. Est-ce bien utile, en effet, que les futurs pistons de la Grande Machine torturent ce qui leur reste de méninges à essayer de comprendre dans quel monde ils vivent et pourquoi et comment et si des fois, il n'y aurait pas quelques points de détail à revoir ?

Meirien, proteste, c'est dans sa nature : défendons et protégeons, nous conjure-t-il, l'école républicaine, ses valeurs d'égalité, de fraternité, de tolérance, à bas le marché aux effets pervers, Internet, c'est que pour les riches, à preuve : aux USA, Internet fait 100. 000.000 d'abonnés, en Europe 22.000.000, en Afrique 1.000. 000. En marchandisant l'école, ce sont 100.000.000 de millions d'enfants qui se voient refuser l'accès à l'école.

Ceux qui se prennent encore pour des personnes et vivent dans l'illusion que leurs enfants en sont aussi en conviennent.

Peu conciliante cependant, la réalité conserve l'inconfortable consistance du granit : les parents qu'ont pas les moyens ou pas d'idée n'ont qu'à s'en prendre à leur folle jeunesse ou à leur QI, et pour leurs enfants, c'est comme disait Bouddha, quoiqu'on fasse, leur karma les retrouvera où qu'ils se terrent.

Au bout des formations, évidemment, il y a l'utilisation des compétences acquises. Faudrait quand même voir à ce que ce tas de nouilles soit rentable. On va vous ficeler un truc diabolique que les patrons n'auront qu'à se baisser pour ramasser. Ça s'appelle la carte magnétique de cursus d'accréditation. On établit un standard pour juger l'ensemble des candidats européens, et surtout, s'il vous plaît, pas de débat sur la place publique, savoir tenir sa langue fait partie de la nouvelle culture du *merchandising*. Cette carte B à puces B garde la trace de **tout** le cursus de chaque individu et doit être régulièrement présentée aux décideurs occultes qui gouvernent désormais la vie des gens et contrôlent tout. Le système est déjà en place à l'Université de Cambridge et à celle de Marseille où les bienheureux élus sont porteurs d'une carte européenne de compétence. Le prof de math à Bordeaux, monsieur Boudine, nous explique sans rire qu'il y a 4 niveaux de compétences, et selon ce que l'élève a été conditionné à désirer, il n'a qu'à se pointer dans un des centres d'accréditation agréé où il passe les tests requis et où ses résultats sont directement imprimés sur la carte.

Au bout de sa "formation", en même temps que des centaines, peut-être des milliers de concurrents, l'impétrant se présentera chez un éventuel employeur, la carte tendue à bout de bras. Le patron n'aura qu'à touiller

dans la masse jusqu'à ce qu'il pêche l'instrument adéquat. On ne parle pas déjà de tatouage, mais ça viendra.

Selon le ministre Allègre, qui n'est pas d'accord du tout, c'est la volonté ultralibérale des faiseurs de pognon qui est en train d'accoucher là d'un rêve totalitaire. Le diplôme ne sanctionne plus un savoir, il équivaut simplement à un *niveau*, très bas. Plus de méta-compétences, plus de synthèse, on ne collabore plus, on n'échange rien et surtout, on ne cherche pas. C'est la nouvelle inquisition.

Inspirée par les 47 crétins de la Table Ronde, la Commission européenne propose des QCM par ordinateur pour la médecine. Cresson concède : on ne va pas le faire sans les enseignants.

Nous retrouvons ici l'universelle règle des trois tiers. Un tiers des profs craignent, un tiers a compris qu'il vaut mieux être d'accord B il a intérêt à se former en vitesse B un tiers est enthousiaste. On liquide ceux qui ont peur ou, si on est bon et qu'on a le temps, on attend qu'ils soient pensionnés. Ceux qui ne marchent pas, on les vire.

Allègre est de moins en moins d'accord : selon lui, l'Europe est unanime, il faut résister. C'est-à-dire avoir un droit de regard sur ce que les USA et les grands groupes proposent. Un droit de regard, c'est pas la mer à boire.

Pédagogie bancaire et simple humanité étaient sur un bateau, humanité tombe à l'eau, qu'est-ce qui reste ?

## Lauretta, mon amour

En feuilletant un magazine consensuellement illustré, il doit s'agir du *Vif-L'Express*, dans son complément *Week-End* merde glacée (si l'un d'entre vous avait la référence, ça me ferait bien plaisir (je l'ai bazardé par erreur), en feuilletant donc cet extra tout-à-la-publicité et un zeste de rédactionnel pour justifier l'aide à la presse, je tombe sur l'invraisemblable face-à-face entre Laurette Onkelinx et l'acteur Huster, séducteur professionnel. Ma chatte, un truc pareil, c'est du jamais vu et pourtant, j'ai vécu. Et je te ronronne, et je te miaule, et je

me roule devant le beau mâle qui me dépiaute. Fragile et tendre et douce, *c'est une catastrophe que vous soyez entrée en politique*, assène le macho et notre petite fille perdue ouvre de grands yeux tristes : on ne lui a jamais dit des choses comme ça, mais qu'à cela tienne, sourire tremblant confirmé par les photos, Huster au doux scalpel dévoile les facultés d'émotion qui la minent, qui la brûleront, elle si visiblement faite pour autre chose.

Les yeux vous tombent des orbites, devant des choses pareilles. Mais qu'est ce qu'elle a sous la permanente, la Ministre ? Qu'est-ce qu'elle cherche ? Qu'est-ce qu'elle croit ? Un ami mal intentionné lui aurait-il soufflé qu'elle faisait un peu trop acier inoxydable façon je te vire quatre mille enseignants et je rapporte les milliards aux mai-mâîtres, et qu'il serait temps de faire passer d'elle une image plus voluptueuse dans les citrons électoraux ?

Enfin, même si elle manque de goût pire qu'une rombière, elle s'habille chic tout de même.

## Pinochet, le retour

Après un repas bien arrosé, Jésus dit à Augusto : *Prends ton grabat et va enseigner les Nations*. Et Pinochet lève sa canne et sous les applaudissements cadencés de la Garde d'honneur prend la tête de la marche militaire qui désormais accompagnera son pèlerinage.

Enseigner les Nations, il ne fait que ça depuis que le Très-Haut l'a dépêché à la tâche, ce n'est pas un tour de piste supplémentaire qui va le mettre sur le flanc. Pour être tout de suite dans le ton, il commence par pardonner à ceux qui sur le vieux continent pourri l'ont fait chier comme pas permis. Les Grands Britains qui comptent ne sont pas certains que c'est bon pour leur image. Sur un clignement de cil de l'ami Blair, le ministre Straw envoie dare-dare un télégramme secret à Pinochet : *Si son Excellence voulait bien ne pas trop la ramener, parce qu'ici, on finit par avoir l'air d'avoir l'air et c'est pas bon pour notre teint*. Pinochet lit le télégramme et l'expédie dans la corbeille à papiers qui ne le quitte jamais. Straw, Blair et tous ces sales cocos qui n'ont pas les couilles d'en finir une fois pour toutes avec la liturgie sacrilège de

l'impardonnable péché marxiste ne méritent pas une pensée. Qu'ils crèvent. Cependant Jésus veille : ils crèveront à l'heure des Judas, pas avant, pas après. Tout dans notre univers a sa raison d'être au moment voulu, c'est un mystère en quatre dimensions.

Aux dernières nouvelles, sous le bienveillant patronage du président socialiste, Ricardo Largos, fraîchement, mais tout juste embarqué par les électeurs (51% des voix), l'autorité médicale chilienne supérieure en la personne du Juge Guzzman aurait recommandé au sénateur à vie de prendre du viagra pour honorer sa dame. Un petit Pinocchio serait attendu pour les prochaines fêtes de Noël.

C'est tout de même plus convenable que Mathilde qui va pondre son œuf **pile neuf mois après** des vœux de vierge qu'on est en droit de se demander qu'en est-il exactement.

## Les accidents, ça tache et ça suicide un max

Chez *Splintex*, à Fleurus, quand un ouvrier perd quatre doigts à la machine, on la laisse tourner, ça se nettoie mieux et surtout plus vite.

Mieux vaut n'y pas faire un infarctus parce que le collègue au four n'a pas que ça à foutre, la ligne continue à tourner et de toutes façons, question emploi, le mec à terre est bon à jeter.

Selon la rumeur, les candidats au suicide se multiplient. Ceux qui ont un peu de savoir-vivre font ça à la maison : ça fait chagrin d'amour ou andropause mal vécue et ça agréé les magistrats préposés à ce genre d'affaires.

Ce n'est pas dans les Niouzz que nos chers petits risquent d'entendre des horreurs pareilles. Elles sont opportunément stockées par la presse stalinienne, c'est bien dommage, mais c'est comme ça. La manière dont tout le monde se fout de ce qui arrive aux damnés de la terre me coupe le sifflet. On ne devrait parler que de ça, descendre dans les usines, squatter les équipements, y atteler les patrons et le personnel de

maîtrise et tournez, chevaux de bois, jusqu'aux moignons, jusqu'à la folie, jusqu'à plus soif. Bande de sales cons.

## L'uranium n'enrichit pas n'importe qui...

Le Pentagone ne ménage ses pioupious que dans la mesure où leur mort en plein ciel pourrait rendre un tonus malvenu à l'adversaire.

La propagande irakienne nous avait bassinés avec les effets monstrueux des frappes chirurgicales à l'uranium appauvri : enfants aux membres difformes, condamnés à une vie larvaire, inutile de donner dans le détail, ce n'est soutenable que pour les experts. Alors qu'il eût été si simple, bon sang, de débarrasser les USA de Saddam après qu'il ait servi. Je ne suis pas raciste, mais c'est pas un péché de le dire, ces Arabes sont bouchés à l'émeri. On va pas pleurer non plus sur les Yougos et les Kosovars qui s'en sont pris plein les gonades et continueront à baigner dedans et à en mourir : pour chiffrer scientifiquement le total, faudra laisser passer quatre milliards d'années et des poussières en attendant le décompte définitif des Albanais génocidés que Madame Del Ponte, procureur du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, ne veut absolument pas limiter aux 2108 cadavres identifiés (si Dieu le veut, on reprendra le travail au printemps, que ça dégèle un peu et que tout le monde oublie).

La radioactivité appauvrie contamine donc opportunément le merdier balkanique, mais pour en revenir à nos oignons, ô divine surprise, les enfants des GI, nés après leur retour au foyer. Consultés, les spécialistes s'interrogent sur la présence d'uranium 236 dans le sang des papas. Et là, l'armée ne veut rien savoir, c'est le *no comment* sur toute la ligne et la destruction d'archives compromettantes au cas où.

La chair à canon amerloque n'est précieuse à ses chefs que quand elle vend. Si elle se met à coûter, n'a qu'à crever.

Ben ça alors !

Alors, Haidi, on se tire ? On nous quitte ? Pour une fois qu'il y avait du schproum un peu hors train-train !

Ne désespérons pas, ce n'est sûrement qu'un au revoir. Schüssel fait secrètement dans sa culotte, mais c'est un homme distingué et il ne voudrait pour rien au monde incommoder son entourage. Évidemment, il y a l'odeur. Bah, on s'habitue à tout. Et puis mieux vaut matelasser l'endroit pour amortir le pied au cul qui se prépare selon le canevas en usage et cousu de câble blanc.

En attendant, Jörg-Jörg va pouvoir se refaire une beauté en Carinthie. Parce qu'on a beau dire, regardez les tous : rien ne vieillit plus vite et plus mal qu'un(e) politicien(ne) à haute responsabilité. Z'ont beau se faire tirer les fanons, peler la tronche, siliconer les fosses, le faciès émerge, requin impitoyable, qui happe tout ce qui restait d'humain. On verra ce qui restera dans cinq ans de VLD, notre juvénile lapin blanc. Pour résister à ça, faut une âme d'airain ou mieux, pas d'âme du tout et un cœur de robot : Dehaene, par exemple. Prend pas une ride. C'est pas comme... allez, entre femmes, je ne vais pas être méchante.

### Pour ceux que ça intéresse

Après avoir été patiemment sanctionné et suspendu un certain nombre de fois, Gérard de Sélys, auteur d'ouvrages d'investigation exemplaires [1] sur le braquage du secteur public par les maîtres du marché et par ailleurs le seul journaliste radio de la RTBf capable de vous ficeler un journal cohérent, critique et éclairant, vient d'être viré définitivement de la radio comme il le méritait. Il s'agit bien de faire de l'information intelligente par les temps qui courent ! Quand on est iguanodon à ce point, faut s'attendre à ce que la météo se venge. L'impénitent rebelle est aujourd'hui relégué à Charleroi, dans l'émission télévisée *Cartes sur table*.

Du reste, de Sélys est tout sauf sympa : j'ai poliment prié son répondeur de me communiquer la liste des livres écrits par son patron et il ne m'a même pas saluée.

Chiquet Mawet

[1] Pour les références, voir le dernier paragraphe : *Pour ceux que ça intéresse*. Dans mon bureau, c'est le bordel et ces derniers temps, je suis un peu feignasse, d'accord, mais j'ai des circonstances.

---

8 MARS 2000  
PHILIPPE ET MATHILDE  
FONT LEUR...

## Joyeuse entrée à Namur

Occasion rêvée pour quelques anars locaux de faire entendre leur voix en distribuant quelque 4.000 tracts. Au recto, un appel à manifester : pour interpeller l'opinion publique sur l'implication du palais royal dans les dossiers X et poser la question devant le cortège "d'accueil" du couple princier. Au verso des articles d'*Alternative Libertaire*, du *Matin* et du *Morgen* sur le sujet précité. Ces articles *explosifs* n'ont fait l'objet d'aucune contestation "juridique" de la part de l'establishment qui y est incriminé (voir le livre *Les dossiers X*). Pour celui ou celle qui connaît l'affaire Pinon et les **dossiers X**, est-il utile de s'étendre en profondeur sur le sujet de cette nouvelle *question royale* (voir AL 225) ? Alors que nous savons qu'Albert II a pour loisir de s'étendre sur ses sujets, et ce en profondeur !

Nous voici donc le 8 mars, 9h30, au rendez-vous de la place de l'Ange. Un bref calcul... 4.000 tracts distribués et... 8 personnes présentes à la manif ! Bilan consternant lorsque l'on a conscience de l'importance de l'enjeu. Où sont les "républicains" de José Fontaine ? Où sont les

"éclairés" de l'inertie massive du monde pollutionnaire..? Ne parlons pas non plus des étudiants... Brel avait raison, *c'est comme les cochons...*

Bref, après une brève interview de la RTBF-Hainaut et une photo (non-parue) pour *La Dernière Heure*, nous partîmes l'espoir au cœur et la révolte au front, brandissant notre "force symbolique" à nous, c'est-à-dire **des balais peints en rose**.

Arrivés au premier "barrage répressif", des *schtroumfs* aux consignes très strictes et aux traites à payer, nous dictèrent (de façon *zen*) où était "notre côté" de la barrière (poils aux révolutionnaires).

Nos balais/ballets roses ne seraient donc pas brandis sous les royales narines de "l'Ordre naturel" à l'inaccessibilité distante de la hauteur d'un balcon de palais provincial. Nous rebroussâmes chemin, cherchant un autre accès par la rue de Bruxelles. Tout en faisant route, nous remarquâmes l'étrange comportement de "civils", il s'avéra vite que nous avions quatre pandores aux trousses (sans compter les bouche-"Dutroux", meublant le champ "dioxiné" des caméras asservies). Bref, arrivés au deuxième barrage répressif, nous distribuâmes nos tracts du bon côté de la barrière.

Soudain, sous le coup d'une impulsion du genre *instinct de survie*, les *schtroumfs* arrachèrent les tracts des mains des sujets arrivants. Plus grave encore était la passivité des sus-dit sujets devant ce viol collectif de la pensée ! Nous étions là, impuissants, tels des réfugiés politiques demandant l'asile de la pensée à un pouvoir d'aliénés et aliénant.

Le temps était à la grisaille, et la pluie s'était invitée malgré une vive opposition des forces de "l'Ordre naturel". Non, vraiment, rien n'est rose au royaume de *Laidégique*, à part les ballets et les joues de nos gosses. D'un commun accord, nous décidâmes d'aller nous réchauffer au bistrot.

Refaisant le monde devant une chope, tout en se gaussant des "acteurs sociaux" qui participaient à la pantalonnade de la cour des miracles. Dehors, les quatre pandores nous attendaient. Ils nous suivaient partout, telle une meute de chiens.

Puis, vint le moment de rejoindre la place du Théâtre (toujours suivis par la Stasi belge). Arrivés dans la rue Cuvelier, une voiture de police nous dépassa, et un *schtroumf* sanguin aux petits yeux nous barra la route en clamant que nous n'avions pas le droit de passer et que nous étions *en démocratie* (surréalisme à la belge, ce qui nous fîmes bien rire). Nous argumentâmes notre présence sur la voie royale en nous appuyant sur la *liberté d'expression* et les *droits de l'Homme*... ce qui nous valut un contrôle d'identité et la confiscation de nos balais roses. Évidemment, les croix, tchadors, kippas ou autres symboles d'aliénation étaient les bienvenus. Pourquoi les manipulateurs de symboles ont-ils peur de simples balais roses ? Où est la liberté d'expression en *Laidégique* ? À quoi servent les *droits de l'Homme* ? Décidément, la fève de la galette à un goût de scandale sans précédent. Attention à la cerise sur la tarte républicaine, monseigneur, elle n'est peut-être pas dénoyautée et vous pourriez vous y casser les dents !

Jean Tarte

---

*CHRONIQUE D'UNE LUTTE NAISSANTE / OGM*

## Collectif d'Action GènÉthique

Nous n'avons que  
des transgènes à perdre  
et tout un monde à gagner.

Depuis quelques mois, une résistance *de terrain* aux OGM et à l'entreprise nécrotechnologique se développe en Belgique, traduite notamment par l'utilisation d'autocollants *Risque d'OGM* et par l'apparition du *Collectif d'Action GénÉthique*, actif dans les trois régions du pays ainsi qu'en France (Metz).

## Par un bel après-midi

(21 juillet 99 - 20 novembre 99)

Le **CAGE** a vu le jour lors de la troisième édition du *Carrefour des luttes* (espace autonome de rencontre entre dynamiques de résistance, organisé 2 à 3 fois par an par un réseau aux pratiques diverses - *Systèmes d'Échange Locaux*, comités de chômeurs, radios, *Collectifs contre les expulsions*, coopératives agricoles, luttes artistiques...), à la ferme coopérative du Hayon (Gaume) en juillet 99 [1]). À l'issue d'une conférence-débat sur *Les dessous de notre assiette*, mettant aux prises un généticien *au-dessus de la mêlée* (ritournelle classique) et un membre de la **Confédération paysanne** française (ndAL: voir page 32), la centaine de participants à la journée s'est répartie en groupes de travail pour lancer ce qui allait devenir une démarche au long cours visant la production et la commercialisation d'OGM mais aussi plus globalement les logiques marchandes appliquées au vivant sous toutes ses formes.

Dans un pays ! qui compte un nombre record, proportionnellement à son territoire, de sites de tests OGM (183 demandes introduites - officiellement ! - depuis 1988) ! qui a financé les travaux d'un chercheur aussi important pour le développement de la transgénèse que le prof. Van Montagu (fondateur de Plant Genetic System, rachetée par la multinationale agrochimique AgrEvo/Aventis) ! qui a vu disparaître près de 30% de ses fermes en 10 ans (*plusieurs Vilvorde par an* dans la paysannerie) ! qui fait souvent office de laboratoire ou de décharge (pléonasme ?) des multinationales agro-alimentaires par rapport à d'autres pays européens (voir les déclarations d'Unilever sur la prétendue *indifférence* du consommateur belge)... il était largement temps que s'organise une riposte ferme et durable !

Ainsi, quatre mois presque jour pour jour après sa naissance, le 20 novembre 1999, le **CAGE** déboulait dans l'espace public (et marchand) à la faveur d'une première journée nationale d'actions et de sensibilisation en supermarchés, dont le bilan était plutôt satisfaisant : 12 villes impliquées (Bruxelles, Liège, Namur, Arlon, Wavre, Tournai, Louvain, Gand, Anvers, St-Nicolas, Courtrai et Bruges), entre 200 et

300 participants (dont beaucoup ne proviennent pas du *milieu* militant, une variété réjouissante d'animations théâtrales et d'accessoires révolutionnaires (tel le fameux portique détecteur d'OGM [2]) et bien sûr l'inauguration des déjà célèbres autocollants orange fluo *Risque d'OGM*, dont plusieurs personnes par groupe assuraient la dissémination (voir au centre de ce journal) sur les produits contaminés des grandes surfaces visitées (nous avons pris soin de cibler des magasins de chaînes différentes, sans épargner celles qui surfent sur la vague anti-OGM pour promotionner à moindres frais les produits de leur enseigne - particulièrement le groupe Delhaize). Au total, plus de 11.000 autocollants de salubrité publique ont été apposés pendant cette seule journée, sur des articles répertoriés dans les *listes noires* de *Greenpeace-France* et Luxembourg (pour les **CAGE** francophones), sur tout ce qui contenait de la lécithine de soja ou qui provenait des multinationales de l'alimentaire (dans le cas des actions flamandes). Autant dire que des rayons entiers y sont passés !

Étiquetons aujourd'hui, pour  
que rien ne doive l'être demain !

Nombre d'anecdotes sont déjà attachées à cette pratique de l'*étiquetage autonome* et à ses impacts multiples. La société Alpro par exemple, spécialisée dans les produits à base de soja, a appelé sur un GSM les membres d'un **CAGE** pendant le déroulement d'un collage... pour clamer sa bonne foi quant à l'absence d'OGM dans ses aliments et les inviter à venir inspecter son usine.

Sur le plan *tactique* aussi, la journée du 20 novembre aura été riche en enseignements. Nous avons notamment récolté des indications quant à la pertinence relative d'un étiquetage sur les produits OGMisés eux-mêmes, plutôt que par exemple sur les rayons des supermarchés. Au GB de Wavre en effet, trois *étiqueteurs* détenus par le gérant du magasin et des membres du personnel ont été relâchés, avec l'accord de la gendarmerie descendue sur les lieux, aussitôt que l'un d'entre nous a retiré les deux ou trois autocollants placés par mégarde sur des rayons... C'était tout ce que le gérant du supermarché avait à nous reprocher, alors qu'au moins 200 produits posés sur ces mêmes

rayonnages portaient toujours une étiquette orange fluo *Risque d'OGM* ! Les grandes surfaces (du moins celles de ce groupe) n'étant pas propriétaires des articles qu'elles exposent, elles s'en sentent peu responsables... De toute façon, cibler directement les produits nous semble être la méthode la plus susceptible d'exercer une pression sur les grands groupes agroalimentaires (Nestlé, Danone, Unilever, Mars Corporation...) sans compromettre pour autant les possibilités de coopération avec les acteurs de la distribution.

Trois précisions s'imposent quant au cadre dans lequel nous inscrivons l'usage des autocollants.

1) Ils ne sont pas tant à nos yeux un outil de visibilité (ils ne comportent d'ailleurs aucune coordonnée) ou un instrument *militant* qu'un levier actionnable au quotidien par tout un chacun, une sorte d'interface politique qui, en situation (face à d'autres consommateurs, au personnel ou aux gérants des grandes surfaces), fait surgir la parole dans un contexte marchand et publicitaire tout entier bâti sur son détournement à des fins privées. À ce titre, les autocollants donnent leur pleine mesure à partir du moment où ils nous échappent, où leur usage n'est plus associé à une *action* du **CAGE** mais devient le fruit d'un *acte quotidien*, d'une appropriation responsable par chacun.

2) ils ne sont que l'un des leviers dont le **CAGE** se sert pour révéler et réaliser une brèche dans le champ de l'agro-alimentaire, pour y exercer une pression non agressive mais incontrôlable et continue, susceptible d'ouvrir des portes (aux sens propre et figuré) à un *travail de fourmi* accompli en parallèle (rencontre d'acteurs associatifs, de paysans, d'industriels...). L'optique étant ici de dépasser une riposte organisée *le dos au mur* face à la prise en otage du vivant et de l'alimentaire, d'aller au-delà d'une résistance-réaction, le plus souvent dénonciatrice et qui, pour justifiée et nécessaire qu'elle soit, n'a en définitive que peu ou pas du tout d'impact sur les logiques sous-jacentes aux phénomènes décriés.

3) Ils ne visent pas à revendiquer un étiquetage *officiel* des produits contenant des OGM ! Que ce dernier se mette en place a somme toute relativement peu d'importance à nos yeux. Une telle mesure ne

correspond en tout cas ni à nos objectifs (nous libérer de l'emprise marchande et techniciste sur le vivant) ni au processus que nous privilégions (la construction d'un rapport collectif et individuel autonome aux ressources alimentaires, au corps, à l'exercice multiple du pouvoir...). Sans même parler des nombreux effets pervers possibles d'une commercialisation *contrôlée et transparente* de produits issus d'OGM ou en contenant (caution indirecte à leur dissémination industrielle et aux nuisances qui en dérivent, risque de création d'une double filière dans la distribution - aliments normaux plus chers -, coup de pub grâce auquel les géants des nécrotechnologies peuvent retrouver un semblant de respectabilité...).

Les tracts-pochettes et les distributeurs d'autocollants (*éh oui, ça existe !*) que nous commençons à diffuser soulignent bien que le droit à la transparence ne consiste pas à pouvoir se rendre compte que les magasins regorgent de produits contaminés... et à devoir s'y résigner ! Ils reprennent la formule habituellement associée à l'usage des autocollants : *Étiquetons aujourd'hui, pour que rien ne doive l'être demain !*

Et, de fait, la confusion a jusqu'ici été évitée (contrairement, semble-t-il, à ce qu'il s'est passé en Grande-Bretagne avec des autocollants similaires).

**Nous l'avons bien dit,  
le confinement est impraticable**  
(décembre 99 - février 2000)

Conformément à nos attentes initiales, la pratique du marquage citoyen s'est rapidement répandue, d'autant plus aisément que nous n'avons pas *breveté* les autocollants (un champ d'application expérimentale en a même été découvert dans la région de Montpellier).

Des rayons des supermarchés, elle s'étend à d'autres terrains<sup>Y</sup> comme celui des distributeurs automatiques de *délices* OGMisés (Mars, M&Ms, Crunch...) dans le métro bruxellois. Ce qui lui vaut d'ailleurs une célébrité inespérée et soudaine : vous vous en souvenez peut-être,

environ trois semaines après que les logos des *friandises* des sociétés Master Foods (Mars alimentaire) et Nestlé aient commencé à être autocollés sur ces distributeurs (le réseau du métro bruxellois compte paraît-il 450 de ces machines), la RTBF consacre au *phénomène* une séquence dans son JT de 19h30 et des bulletins radio. Elle y évoque un *gang* de *mystérieux individus* qui chaque jour *prennent d'assaut* les pauvres machines métalliques, sans avoir été jusque là interceptés, le système de sécurité par caméra étant *obsolète* (propos du gestionnaire des distributeurs). Moins cocasse mais plus intéressant en ce qui nous concerne : ce même responsable de la société de distribution affirme avoir enregistré une baisse de 50% de son chiffre d'affaires (!) et, interrogée par la journaliste, la firme Master Foods déclare, sur la défensive mais de façon catégorique, qu'il n'y a aucun risque d'OGM dans ses produits et que son soja est garanti provenir de récoltes conventionnelles.

Nous verrons peu après les distributeurs se couvrir d'autres autocollants, signés Master Foods cette fois, et indiquant *Ne contient pas d'OGM*, à côté des marques qu'ils produisent (ces autocollants *de contre-attaque* ont depuis en grande partie été arrachés et ne sont bizarrement pas réapparusY).

Petit *hic* dans ce qui s'apparentait déjà à une maladresse médiatique de la part de Master Foods (intervenir à la télé n'était-il pas le meilleur moyen de populariser le doute sur l'innocuité de leurs produits ?!) : interrogée par courrier par *Greenpeace-Belgique* et par un groupe du **CAGE**, la compagnie a cette fois répondu *Nous essayons d'acheter tous nos ingrédients provenant de récoltes conventionnelles*. Du mensonge systématisé comme arme de guerre commerciale.

Nous n'en sommes bien sûr pas restés là : le marquage des distributeurs d'OGM&Ms s'accompagne maintenant de l'affichage d'un feuillet intitulé *Notre vie, leur argent*, qui répercute le cynisme de Master Foods (et de Unilever) et fournit la liste des marques que ces deux sociétés commercialisent.

D'autres supports ont dans le même temps suscité la prolifération des petites étiquettes orange : les vitrines des Quick et des McDo (plus

précisément les grands hamburgers en plastique adhésif qui y trônent déjà...) - ce qui permet de pointer l'invasion des OGM dans l'alimentation du bétail - et les panneaux publicitaires en plexiglass qui abondent dans le paysage urbain pour nous délivrer de subtiles vérités telles *Les hamburgers aussi ont droit à la différence* ou *Chaque matin, Yakult renforce l'être humain* (en le modifiant génétiquement, cela va sans dire - si l'on y fouille un peu, le site web de la multinationale coréenne est édifiant à cet égard).

En dehors de cette prévention-information entretenue au quotidien, depuis la fin décembre il ne se passe quasiment plus une semaine sans que se produisent une ou plusieurs interventions publiques des groupes du **CAGE**, tant au niveau local (un rendez-vous bimensuel de collage en grands magasins a par exemple été fixé à Bruxelles) que communautaire (concentration de l'ensemble des **CAGE** francophones chaque mois dans une ville différente, idem pour les copains néerlandophones). Outre les étiquetages conviviaux et collectifs auxquels ils donnent lieu, ces rendez-vous sont aussi l'occasion de mettre à l'épreuve différents scénarios (diffusion en plusieurs points du supermarché de messages informatifs pré-enregistrés, création dans le magasin d'un dépotoir à OGM,Y).

Notons également que plusieurs des groupes **CAGE** combinent leur démarche avec l'activité d'un groupe à ancrage local d'achat commun d'aliments biologiques et issus du commerce équitable. Sans doute est-ce là l'une des meilleures réponses à la posture strictement dénonciatrice dans laquelle certains voudraient enfermer les opposants aux nécrotechnologies (n'hésitez pas à contacter le **CAGE** de votre région pour rejoindre ou constituer un tel *Groupe d'Achat Commun*).

Voilà donc où nous en sommes alors même que se profilent deux rendez-vous d'envergure, les 1<sup>er</sup> avril et 7 mai prochains...

## La récolte gronde...

(avril 2000 - mai 2000)

En effet, outre une diffusion (enfin) massive et systématique des autocollants migrateurs (par le biais d'affichettes faciles à placarder

aux arrêts de bus, dans les magasins *amis* (bio) ou non (grands bazars) et la parution prochaine d'une première brochure, nous préparons pour le moment les événements suivants...

**! 1<sup>er</sup> avril :** la deuxième *Journée nationale d'actions festives et de sensibilisation en supermarchés*, sous l'intitulé *Du pois(s)on dans les fraises!* ? Si seulement ce n'était que le 1<sup>er</sup> avril! Cette journée coïncide avec l'ouverture de la ***semaine internationale de résistance au complexe génético-industriel*** (*La résistance est fertile* du 1<sup>er</sup> au 7 avril), organisée entre autres par A SEED Europe et le réseau britannique GEN (Genetic Engineering Network). Un extrait traduit du dernier bulletin de A SEED, pour nous mettre en appétit : *Ensemble, pendant cette semaine, nous pouvons défier la monoculture des multinationales (Y) Chaque jour pourrait être consacré à un thème donné, pour mettre en exergue des aspects de l'agriculture industrielle, du génie génétique, des systèmes du commerce mondial et des alternatives positives à cette démente institutionnalisée. Quelques actions globales auront aussi lieu. Il appartient à chacun d'entre nous de réaliser cet événement, de commencer à s'organiser et de susciter l'inspiration* [[www.resistanceisfertile.com](http://www.resistanceisfertile.com)].

En Belgique, le 1<sup>er</sup> avril devrait revêtir *sur le terrain* une forme proche de la première *Journée nationale d'actions* du 20 novembre 99, c'est à dire offrir un kaléidoscope de saynètes théâtrales, de distribution de tracts-pochettes d'autocollants, d'interventions costumées (des fraises-poissons et des géants en carton-pâte sont à l'étudeY), de marquages frénétiques et conviviaux dans les rayonsY L'accent est mis cette fois, dans la préparation, sur le caractère décentralisé et multiple des interventions possibles, autant par leurs modalités pratiques que par la diversité des luttes et des préoccupations qu'elles refléteront (dimensions environnementale, sanitaire, axée sur le développement, sur l'emprise marchandeY). Dans la mesure où des groupes et des personnes extérieures au réseau du **CAGE** prendront part à la Journée, chacun est invité à faire entendre clairement sa voix dans cette symphonie de résistances (notamment par l'envoi d'un communiqué de presse spécifique à chaque intervenant). Bref, la pluralité et l'autonomie seront à l'honneurY

A SEED annonce que des préparatifs vont déjà bon train en France [3], en Belgique, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Lettonie, en Russie, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis, sans compter l'intérêt manifesté par de nombreux groupes dans d'autres pays.

**! 7 mai 2000.** L'organisation d'un *pique-nique de réflexion, de rencontre et de protestation*, baptisé **La récolte gronde**, au lancement d'une nouvelle saison de contamination de notre environnement. Nous relayons un appel à participer à une journée bucolique (et, nous l'espérons, ensoleillée) articulée autour des activités suivantes ! en matinée, une *conférence-combat* (interventions d'orateurs européens sous les angles agricoles, scientifiques et militants) autour du thème : *Notre vie, leur argent ; les Organismes Génétiquement Modifiés : un colosse aux pieds d'argile !* vers 13h, une rencontre autour d'un *repas à l'extérieur* (bio, coopératif et garanti sans gêne financière) ! 15h, mise en route de la première *Seeds party*, cortège coloré, déguisé, polyphonique et combatif. Le lieu de ces réjouissances reste à déterminer. Que cela ne vous empêche pas d'ores et déjà de réserver cette journée - elle risque d'être mémorable ! - pour prendre contact *par la pratique* avec la réalité d'un mouvement et d'un débat dans lesquels, contrairement aux apparences, l'essentiel reste à faire !

## L'inter-CAGE

Secrétariat francophone, 8 rue de la Clé, 1000 Bruxelles -  
02/219.58.89 - [intercage@voila.fr](mailto:intercage@voila.fr) ou [cagelists@hotmail.com](mailto:cagelists@hotmail.com).

Secrétariat néerlandophone c/o *Milieuwerkgroep*, Sparrestraat, 9000 Gent - 09/ 225.73.95 - [www.xs4all.be/~ance/](http://www.xs4all.be/~ance/).

(1) Le prochain *Carrefour des luttes*, intitulé *Malbouffe s'en va-t-en guerre, mijotons, mijotons* se déroulera à La Zone (27 rue Méan, 4020 Liège) les 11, 12 et 13 mai, le thème *malbouffe et ré-appropriation alimentaire*.

(2) Merci au groupe *Action OGM* (4 rue Bodin, 69001 Lyon) pour son petit guide très inspirant !

(3) Contacter à ce propos Ecoropa, 40 rue de Sorbier, 75.020 Paris, 00.33.1.43.38.38.17, ecoropa@magic.fr.

---

*SOYONS CONCRETS*

Et si  
on se passait  
du fric !

Réflexions  
sur les échanges.

**Gagner son pain à la sueur de son front !** Perdre sa vie à la gagner !  
Voici deux slogans qui impliquent la notion de travail avec celle de la survie. Les "fainéants de chômeurs" qui perçoivent des indemnités sociales, sans travailler, sont montrés du doigt.

Pendant ce temps, les spéculateurs boursiers perçoivent des plus values, des dividendes, sans qu'il ne soit question de labeur. Et cela ne choque personne !

Et pourtant, il ne s'agit plus de survivre, mais de s'enrichir, à ne plus savoir qu'en faire ! L'argent, cette chose virtuelle se reproduit mieux qu'une tribu de lapins.

La bonne santé de la Bourse, qui dépend, bien entendu des entreprises qui y sont cotées, permet à un capital de doubler en peu de temps. La bonne santé d'une entreprise est évaluée par rapport à son résultat final. Quand Michelin licencie du personnel, et de ce fait réduit sa

masse salariale, il augmente son résultat d'exploitation, et ses actionnaires se frottent les mains. Situation aberrante, qui voit des possédants inactifs s'enrichir, grâce à des travailleurs qui, perdant leur emploi, tombent dans la misère.

## Au début était le troc

Au début de la civilisation (si l'on peut appeler cela ainsi), une seule chose comptait : **vivre**, dans le meilleur des confort. Chacun faisait de son mieux pour apporter ses connaissances, son savoir faire à la communauté dans laquelle il vivait. Le menuisier échangeait ses services contre ceux du cultivateur, qui lui faisait de même avec le boucher. C'était le **troc** ! Soit l'échange direct d'une marchandises contre une autre. Il était évident que toute personne ayant quelque chose à vendre devait trouver quelqu'un qui la recherche, et possède une autre chose acceptable à offrir en échange. Cette difficulté pratique déboucha sur la création de la **monnaie**, en tant que moyen d'échange des biens et des services. Il fallut lui donner une **valeur** pour mesurer le prix relatif de divers services et biens. Mais cette monnaie peut être stockée, épargnée, pour être utilisée à une date ultérieure à son acquisition. Et c'est là que les ennuis commencent. Celui qui possédait beaucoup de monnaie commença par en prêter à son voisin qui en était démuné. Cette opération qui devait se dérouler sans le moindre profit, finit par devenir lucrative. Le prêteur commença par réclamer une petite indemnité compensatoire, qui au fur et à mesure des demandes, augmenta.

Voyant que la rentabilité de ses transactions devenait intéressante, le créancier abandonna son activité primaire, pour se consacrer à la gestion de sa monnaie. La demande devint si grande, qu'il se trouva à court. Il fit appel à quelques amis, qui n'avaient pas eu la même idée que lui, et qui laissaient leur monnaie moisir dans un tiroir. En échange de cette chose qui dormait et ne servait à rien, il offrit une indemnité, inférieure, bien sûr à celle qu'il réclamait à ses débiteurs. Ce qui lui permettait de réaliser des bénéfices intéressants. S'il recevait 1.000 francs, il promettait d'en restituer 1.100 francs un an plus tard. Par contre il prêtait ces mêmes 1.000 francs, et réclamait 1.200 francs au bout du même délai. La demande devint même si forte, qu'il fabriqua lui-

même de la monnaie, augmentant du même coup son capital, de manière virtuelle. Ce qui provoqua une diminution de la valeur de départ des biens, mais une augmentation des avoirs de l'usurier. Le **banquier**, cancer de notre société était né.

## De la valeur de l'échange

Le sens de la **valeur** venait d'être détourné de sa signification initiale. Cette signification avait été développée par **David Ricardo**, économiste britannique (1772-1823), dans son ouvrage *Principes d'économie politique* qu'il écrivit en 1817, à savoir que la **valeur** d'un bien est fonction du coût des facteurs de production (terre, capital, travail) nécessaires à sa fabrication. La théorie subjective des économistes utilitaristes fait de la **valeur** une traduction de l'utilité de ce bien pour le consommateur, et considère qu'il n'existe pas de relation entre **valeur** et coût de production. Cette théorie est souvent illustrée grâce à deux biens qui s'opposent par leur degré d'abondance : l'eau (pour encore combien de temps ?), et les diamants. Pour quelqu'un qui meurt de soif, obtenir un verre d'eau sera beaucoup plus important que de pouvoir acheter un diamant, ce qui revient à dire que l'utilité d'un bien est relative et décroît avec son abondance.

On vous explique de long en large qu'il est utopique de vouloir faire machine arrière, et d'en revenir au troc tel qu'on veut bien l'imaginer : *Je te donne une chèvre et pendant un an, tu me donneras cinq œufs par jour.* Ce discours est tenu par la classe dirigeante qui craint de voir disparaître la charpente de son pouvoir : le **fric**. Mais voici à titre d'exemples quelques solutions qui peuvent être envisagées de manière concrète.

## Les SEL's

Les **Systèmes d'échanges locaux** (SEL) ont été expérimentés en Europe dans la première moitié du vingtième siècle. Leur principe de fonctionnement consiste à créer une monnaie locale, à offrir aux adhérents des crédits dans cette monnaie, pour qu'ils accèdent à des biens et des services présentés dans le catalogue de ressources du **SEL**.

L'accès à ce système ne se fait pas sous condition de ressources, mais sous condition de participation active à la structure. Le **SEL** trouve son origine dans, entre autres, les théories de **Proudhon**, selon lesquelles le changement social passe par un travail de domestication du pouvoir de l'argent, afin de réduire sa capacité à produire le malheur du monde. Comme leur dénomination l'indique, les **SEL** se déploient localement, et inscrivent leurs actions dans une politique de localisation des problèmes sociaux. Le local devient le territoire dans lequel se construisent et se négocient des actions de politiques publiques d'insertion entre plusieurs partenaires sociaux : association, commune, collectif, travailleurs sociaux. Le crédit inventé par les **SEL** engage très fortement celui qui en bénéficie. Il l'engage à honorer ses dettes, c'est-à-dire à participer régulièrement aux cycles des transactions, par les offres qu'il propose aux adhérents du groupe. Il est évident que ces échanges doivent se pratiquer dans un espace de convivialité, afin que tous les adhérents puissent se rencontrer, se parler, se connaître, échanger. L'on inverse donc le sens de l'intégration, qui actuellement se réalise par le haut, c'est à dire par l'Etat. On est loin de l'Internationale, qui a fait le malheur du genre humain, contrairement à la doctrine de certains.

Les **SEL** ne cherchent pas à s'aligner sur la même problématique que celle de l'économie solidaire, qui elle, mobilise les instruments financiers classiques (banque, épargne, investissements, crédit), qu'elle met au service d'entreprises dont l'idéologie repose sur des principes de solidarité et d'autonomie économique. Si cette économie solidaire peut sembler, au départ, provoquer une rupture avec les pratiques économiques dominantes, il n'en est pas moins vrai qu'elle s'exerce dans un cadre et avec la garantie de règles juridiques reconnues par le système capitaliste.

## La monnaie franche

Pour réaliser cette monnaie d'échange qui doit rester au niveau humain, il convient également d'inverser les rapports de subordination entre l'économie et le politique. C'est au politique de gouverner les besoins fondamentaux des populations, et non aux puissances financières appelées pudiquement *multinationales* d'imposer leurs lois, celles de

l'argent et du marché. Et le politique, c'est nous, les citoyens, les habitants de cette planète. Il nous faut cesser de ramper devant les **dictatures** à peine déguisées des holdings : *Société Générale de Banque, Banque Bruxelles Lambert, Solvay, Suez Lyonnaise des Eaux, Deutsche Bank, Boerenbond, Kredietbank*. Il faut ramener la solidarité et la vie au niveau de la **commune**, afin de contrer ces géants manipulateurs de **fric**.

Cette expérience de monnaie franche a été réalisée en 1931, dans la petite commune bavaroise de Schwanenkirchen, qui voyait ses activités économique péricliter : arrêt de l'exploitation des mines, carrières délaissées, artisans sans commandes, et commerçants sans clients. Les habitants de cette commune créèrent une économie franche, dont les échanges se règlent par l'intermédiaire d'un billet d'échange appelé **Wära** (*Wäre* signifiant marchandise et *Wärung*, valeur monétaire). Le 30 octobre 1931, le chancelier Brüning, défenseur de l'ordre monétaire international, interdit son usage

À Nice, en 1933, le Comité national de la mutuelle d'échange crée et met en circulation, pour la communauté des adhérents, des *bons d'échange*, afin de stopper la thésaurisation, et d'aider à la reprise des activités économiques.

En 1956, à Lignières-en-Berry, dans le Cher, et en 58, à Marans, en Charente-Maritime, ont lieu deux autres expériences de monnaie franche qui durent chacune un an.

Toutes ces tentatives ont été bloquées, pour Schwanenkirchen, sur ordre du gouvernement fédéral, pour Nice sur intervention de la Banque de France, et pour Lignières en Berry et Marans sous la pression des services fiscaux. Ce qui constitue fondamentalement leur identité commune, c'est que, d'une part, toutes ces expériences sont nées et se sont développées dans des territoires marqués par le sous-développement économique, la pénurie de travail et d'argent, et que, d'autre part, elles ont à chaque fois proposé des politiques monétaires semblables : circulation rapide de l'argent et interdiction de le thésauriser.

## Trois monnaies transitoires

Jacques Robin, Président du Conseil de surveillance de *Transversales*, veut modérer le rejet brutal du système monétaire actuellement en vigueur. D'après lui, la période de transition conduirait à mettre en place trois types de monnaies.

- Une monnaie thésaurisable, à péremption longue. Elle resterait le moyen d'échange et d'investissement pour un service public, et pour le secteur du marché.
- Une monnaie non thésaurisable, de péremption courte. Cette monnaie aurait pour objectif d'assurer à chacun une vie décente. Sous réserve d'étapes et de précautions, cette monnaie combinerait les avantages respectifs de l'allocation universelle et des propositions avancées pour les *revenus de citoyenneté*.
- Une monnaie que l'on pourrait qualifier de monnaie de l'économie solidaire, ou monnaie de proximité (voir SEL).

Il ajoute que cette perspective difficile doit être empruntée rapidement, avant *que des catastrophes successives et insupportables* (sic) *ne l'imposent un jour à chaud, dans des conditions de violences, toujours incontrôlables* (resic).

Il semble donc se préoccuper avant tout de la quiétude de la classe des nantis, se rendant compte que les assistés sociaux ne toléreront plus longtemps leur statut de marginaux de la société. Il me fait penser à nos organisations syndicales qui font rempart devant le patron. Il prône d'ailleurs la cohabitation de logiques économiques, à la fois complémentaires, contradictoires et aléatoires dans une économie plurielle.

## Argent citoyen et solidaire

Par contre, **Armand Tardella**, animateur du *Parti pris d'action citoyenne et solidaire* (le PPACS), et du système d'échange local de Saint-Quentin-en-Yvelines (le SELSQY), exige la transformation de

l'argent spéculatif en **argent citoyen**. Ses propos sont clairs : *Les désordres économiques actuels, et la misère sociale qui les accompagne, trouvent deux causes* : la spéculation financière, et la démission du politique face à l'économie. L'association **PPACS** cherche à transformer l'argent spéculatif en argent citoyen. L'argent ne doit plus rapporter d'argent. Si l'on ne peut raisonnablement envisager de se passer d'argent dans l'économie moderne, il est possible de transformer son caractère spéculatif, c'est-à-dire limiter dans ses fondements mêmes les possibilités de spéculation.

Comment concevoir l'argent citoyen ? Il doit s'agir d'argent sans intérêt monétaire qui ne coûte rien lorsqu'on l'emprunte et ne rapporte rien quand on le prête. Un argent créé à chaque échange pour en mesurer la valeur, qui ne repose pas sur des biens, sur des avoirs, mais sur la confiance que l'individu aura dans la société. À chacun de construire cette confiance par une relation citoyenne, garante de l'équité et de la réciprocité des échanges entre les hommes.

À côté de cette théorie, les projets de taxation ridicule de la spéculation financière, proposés par **ATTAC**, semblent bien insignifiants.

## Monnaie franche

Silvio Gesell explique comment lutter contre l'économie de rançon, dans son livre *L'ordre économique naturel* publié en 1911. Comme celui qui possède l'argent est toujours en position de force par rapport à celui qui veut vendre sa production, il propose un prélèvement mensuel sur l'argent immobilisé, de manière que l'acheteur soit aussi pressé d'acheter que le vendeur de vendre. Ce prélèvement pourrait s'élever à 6% par an, à 0,5% par mois. Ces chiffres ont été obtenus suite à une analyse des taux d'intérêts portant sur deux millénaires. Cette nouvelle monnaie serait qualifiée de monnaie franche, car affranchie de l'intérêt et de l'inflation, qu'il ne serait plus utile de créer artificiellement pour faire circuler la monnaie.

Depuis 1997, cette pratique est utilisée dans le SEL de Saint-Quentin en Yvelines. Cette monnaie est acceptée normalement par les adhérents.

L'argent citoyen serait donc de l'argent sans intérêt lorsqu'on l'emprunte, mais qui coûte lorsqu'on en possède. Exactement l'inverse de la situation actuelle. Les prélèvements, appelés cotisation citoyenne et solidaire, sont réinvestis dans des actions décidées collectivement par les citoyens (création de biens d'utilité publique, aide aux plus démunis, etc) La politique reprend donc le pas sur l'économie. L'association PPACS, instituée en 1998, diffuse une brochure *Construire la société du troisième type sur les ruines du collectivisme et du capitalisme*. Elle y explique une manière de constituer un mouvement populaire, qui ferait pression sur les institutions en place. Ce fascicule peut être obtenu contre paiement de 50ff/300fb, auprès de PPACS, 20 rue Toulouse-Lautrec, 78280 Guyancourt.

## Et le troc ?

*Et alors, on ne parle plus du troc ?, me direz vous. Mais il existe toujours !*

En 1996, dans la banlieue sud de Buenos-Aires, un club de troc est né à l'initiative d'une vingtaine de personnes. Depuis, d'autres ont vu le jour. On en compte plus de deux cents qui se sont constitués en un **Réseau global de troc multiréciproque**. Ils touchent plus de cent cinquante mille personnes en Argentine, et des expériences similaires se développent dans les pays voisins : au Brésil, en Uruguay, en Bolivie, en Équateur, et en Colombie.

Cette histoire a commencé dans le village de Bernal, à l'initiative de **Carlos De Sanzo**. Pour faire face à la montée du chômage et à l'extension de la pauvreté, les gens s'échangent des plats cuisinés, des vêtements, de l'artisanat de façon directe, simple et rapide. Mais le nombre de personnes concernées augmente, il devient nécessaire de comptabiliser les échanges. Un chèque bancaire à validité locale, et ensuite régionale et nationale est émis par le club. Les bons portent le nom de **créditos**, terme qui s'inspire d'un principe fondamental du **Réseau global de troc**, la confiance : *Les seules conditions que nous demandons aux membre du Réseau global de troc de respecter sont : assister aux réunions périodiques des groupes, s'engager dans les*

programmes de formation, produire et consommer des biens, services et savoirs disponibles dans le réseau. Nous soutenons que chaque membre est l'unique responsable de ses actes, produits et services.

D'autres clubs autonomes se forment en se basant sur la charte du groupe fondateur, mais en gardant un système de gestion indépendant. Après plus de trois années d'expérience, le réseau connaît une véritable consolidation intérieure. **Heloisa Primavera**, professeur à la faculté des sciences économiques de Buenos Aires, joue un grand rôle dans l'animation du réseau. Le Secrétaire des affaires sociales de la ville a établi un programme d'appui au **Réseau global de troc**. Il légitime les opérations en crédits émis par les usagers. Le troc est intégré comme marché à part entière. La victoire des réseaux n'est pas seulement d'avoir *réinventé la vie en réinventant le marché*, comme le dit **Heloisa Primavera**, ils ont surtout ouvert un chemin aux exclus du progrès social et de la croissance économique. Les transactions réalisées annuellement au sein des réseaux, peuvent être estimées à 100 millions de dollars, soit plus de trois milliards de francs belges.

Citoyens à nous de jouer ! Ils ont pris la Bastille et ça n'a rien changé !  
À nous d'abattre l'empire du **fric** !

**Cerise**

---

*CARTE DE VISITE*

**Collectif**  
**Sans Ticket**

Il y a un an,  
vous avez lu dans ces colonnes,

## une présentation du *Collectif Sans Ticket*.

Celle-ci se terminait par une demande de nous envoyer une lettre de soutien. Plusieurs d'entre vous, individuellement ou *associativement*, ont répondu positivement à cet appel. Nous les en remercions vivement.

Depuis, notre démarche s'est à la fois intensifiée, diversifiée dans ses dispositifs, et précisée dans ses fondements.

### Principal axe de notre action : la carte "train-tram-bus"

Nous en avons fortement renforcé l'usage, principalement en apposant des affichettes dans des lieux publics (abris bus, entrées de gares, files de pointage, bistrots "militants"...) ou par des actions plus spectaculaires de distribution.

Plusieurs milliers d'entre elles ont ainsi été mises en circulation. Pour l'essentiel, nous ignorons bien sûr l'usage effectif que les gens en font. En effet, seule jusqu'à présent, une minorité de ceux-ci sont entrés en contact direct avec nous, soit préalablement à l'utilisation de la carte pour en savoir davantage, soit a posteriori une fois qu'ils se sont faits sanctionner. Or, d'une part, la distribution a visé essentiellement des utilisateurs réguliers des bus (ou trams et métro) à Liège comme à Bruxelles. Et ici, les contrôles y sont peu systématiques ou évitables... D'où, peu d'amendes... D'autre part, dans les trains, où les contrôles sont plus réguliers, le nombre d'utilisateurs de la carte est manifestement moins élevé...et les contrôleurs eux sont plus ouverts à nos arguments. Ce double phénomène rend donc difficile à l'heure actuelle, des tentatives de réunir cette multitude active, mais majoritairement anonyme, en vue d'organiser des actions collectives ainsi qu'une défense juridique commune. L'action s'étend donc, mais nous ne pouvons que difficilement en évaluer l'ampleur actuelle ainsi que l'impact.

Malgré ce handicap actuel et l'accumulation quasi vertigineuse pour certains, d'amendes réclamées, notre action continue de nous per-

mettre quotidiennement d'assurer et d'affirmer pratiquement le droit (notre droit) à la mobilité ainsi que la nécessité pour les Services Publics de garantir une accessibilité pour tous aux transports en commun.

## Et "en face", que se passe-t-il ?

Après chaque "fraude" constatée, plusieurs d'entre nous adressent systématiquement aux directions concernées (SNCB, TEC, de Lijn, STIB) une lettre qui explique leur démarche, ses causes, ses buts et ses motivations, et qui se clôture sur une demande de dialogue. Si nombre de contrôleurs (dans les trains surtout) se montrent compréhensifs, voire pour une minorité d'entre eux "coopérants", l'administration et ses gestionnaires restent silencieux par rapport à cette demande d'ouverture au dialogue.

Trois réponses nous sont renvoyées jusqu'à présent : l'une systématique et répétée, prend bien sûr la forme d'un bulletin de virement pré-imprimé reprenant la somme de l'amende à payer (!). L'autre dura moins d'un mois (à la SNCB), et suggérait aux contrôleurs (par voie orale ou par circulaire interne, nous l'ignorons) de remettre les utilisateurs de la *carte* aux mains de la gendarmerie, dès leur descente du train à leur lieu de destination. Manœuvre, à première vue, purement dissuasive, puisqu'en cette matière, et en l'absence de tout défaut de papier d'identité et de toute agression à l'égard du personnel, ces "agents de l'ordre" ne disposaient d'aucune autre marge de manœuvre que d'effectuer un simple contrôle de... l'identité du "contrevenant". Nous ignorons aujourd'hui qui fut réellement derrière cette initiative : des gestionnaires de la SNCB, déboussolés et à court de moyens, ou...la gendarmerie (?) soucieuse d'étoffer des dossiers répressifs à l'égard de certains militants de collectifs dérangeants (ce sont principalement en effet des membres du Collectif Contre Les Expulsions de Bruxelles qui ont eu à subir ces manœuvres

intimidatrices). Troisième réponse qui confirme cette hypothèse : plusieurs d'entre nous ont été convoqués par "leur" police communale, qui se voit donc chargée d'enquêter... Cela n'est *a priori* que logique : la SNCB constatant, après rappel, le non-paiement des amendes, peut confier le dossier au Parquet en vue de préparer des poursuites au Tribunal... Mais cette démarche appelle trois remarques importantes.

! La SNCB semble donc prête aujourd'hui à aller jusqu'au bout de la démarche répressive, en tout cas à l'égard de certains d'entre nous ; mais ne sert-elle pas ici de simple alibi ?

! En effet, nous disons *certaines d'entre nous*, car, plus inquiétant, le dossier repose sur un rapport circonstancié de la gendarmerie à propos des activités à caractère politique des personnes convoquées, ainsi que sur les champs d'action, l'idéologie et les articulations organisationnelles des différents collectifs auxquels ces personnes sont supposées appartenir !

! L'une des convocations, à Boitsfort, annonce pour objet à la convocation : *Concerne vos opinions philosophiques sur la SNCB. Venez en discuter librement*. Cela semble confirmer que, derrière un dossier d'apparence répressive, il s'agirait d'approfondir une enquête à caractère politique.

Par ailleurs, sur le plan politique justement plus essentiel à nos yeux, le débat sur la mobilité a pris manifestement de l'ampleur depuis 1 an. Certes, les propositions d'Isabelle Durant restent vagues. On y parle de gratuité pour les fonctionnaires, les + de 65 ans et, de manière particulièrement conditionnée, pour les - de 12 ans. Pour les chômeurs, minimexés, précarisés, *bas salaires*, sans revenus, ni papiers, il n'y a que des promesses plus vagues encore : *On verra ce qu'on peut faire en fonction des marges budgétaires disponibles...*

José Darras, lui, sort enfin du silence et évoque la mise en place expérimentale de lignes de bus gratuites (sur certains grands axes urbains ?). Enfin, côté flamand, là on est plus concret et on avance : l'extension de l'expérience pilote de Hasselt à d'autres villes (gratuité pour tous en centre ville), est d'ores et déjà prévue. Certaines

communes s'orientent vers la gratuité des bus pour les + de 60 ans et/ou pour les - de 25 ans, ou encore pour certaines catégories sociales. À Gand et à Louvain, les pouvoirs publics soutiennent des expériences de car-sharing. Et enfin, en milieu rural, ont été lancées des expériences de bus sur commande, ouvrant après étude, la possibilité d'ouverture de nouvelles lignes de bus régulières...

L'idée d'un redéploiement d'une offre sérieuse de Services Publics sur le plan du transport, et de son accessibilité financière maximale, fait donc du chemin. Ouf ! Nous pensons y être d'autant plus pour quelque chose, que notre collectif a eu l'occasion de rencontrer très longuement les trois cabinets concernés par le problème et qu'à chaque fois, une adhésion quasi totale en a émergé sur le plan de notre argumentation, de nos revendications, voire (sans pouvoir l'approuver officiellement) sur le plan de notre démarche de refus de paiement et d'affirmation du droit pour tous à une mobilité maximale.

### Rappelons que celle-ci repose sur trois axes

- **La nécessité** : l'énorme majorité des utilisateurs (que nous connaissons) de la *Carte de Droit aux Transports du Collectif Sans Ticket*, y recourt pour se déplacer parce qu'ils n'ont quotidiennement et pratiquement pas d'autres choix, si ce n'est celui de se soumettre à un immobilisme contraint et, par là, à l'isolement et à la logique de sélectivité, de discrimination, d'exclusion mise en place par les gestionnaires actuels des transports "publics".

- **L'efficience politique** : si les travailleurs des transports publics peuvent parfois peser rapidement et fortement sur les décideurs politiques et sur leurs autorités hiérarchiques par le biais de la grève (ce qui n'empêche pas qu'ils soient du coup et quasi systématiquement décriés par des médias à la solde des logiques dominantes), de quels moyens par contre, disposent les usagers pour se faire entendre et pour peser dans ce jeu qui les concerne au premier chef ? Bien sûr, il existe les voies classiques de pétition, lettres de soutien, constitutions de *comités* exigeant d'être reconnus officiellement comme partenaires

consultatifs ou d'actions visant à médiatiser et à donner une visibilité aux revendications formulées. Mais si nous avons eu ou aurons encore à l'avenir à recourir à certaines de ces voies, celle d'un refus de paiement qui se généraliserait, nous semble de loin la plus efficace. Elle touche en effet au seul aspect où la logique commerciale qui préside actuellement à la gestion des transports en commun, nous donne du poids et de la considération : notre posture de "client", sans l'argent duquel rien n'est prévu pour que le système puisse fonctionner.

- **La conviction morale et politique** : depuis 16 mois, notre connaissance et notre analyse du champ de la mobilité, à travers des recherches documentaires et de nombreuses rencontres avec d'autres acteurs (principalement des travailleurs), nous ont amenés à affiner notre perception des enjeux de société et des urgences politiques dans lesquelles notre action vient s'inscrire. Il s'agit de savoir si, comme usagers et comme citoyens de ce pays et d'une Europe de plus en plus prégnante sur notre quotidien et sur son avenir, nous voulons réellement peser sur les choix suivants :

- Voulons-nous que l'on continue d'organiser une mobilité partielle et partielle (1) rendue rentable et efficace, par le biais notamment d'une sélection accrue des usagers, construite autour de l'exclusion et donc de la répression des citoyens insolubles ou précarisés, et de l'abandon de ceux, peu fortunés, qui habitent dans des zones définies comme étant économiquement sans intérêt majeur (2) ? Ou voulons-nous que l'on place l'humain au cœur du débat et de la conception des transports, c'est-à-dire que soit en priorité garantie à tous la possibilité réelle, financière et matérielle, de concrétiser ses désirs et ses nécessités de se déplacer, quelles que soient ses ressources financières, son statut socioprofessionnel et sa variabilité, ainsi que ses lieux d'habitation et d'activités ?

- Voulons-nous que soient assumés par l'État et ses Services Publics, donc principalement par l'imposition sur le travail et sur la consommation des citoyens ainsi que par les cotisations de certains d'entre eux à la Sécurité Sociale, les coûts considérables, pour l'environnement et pour les hommes, qu'engendrent le *tout économique*,

la rentabilité à court terme, la course aux hausses de productivité ? Ou voulons-nous que tout cela soit payé par ceux qui gèrent et défendent ces logiques, par les bénéfices qu'ils en dégagent, pour eux-mêmes et pour leurs entreprises : que l'on mette un *stop* clair et sans ambages, en tout cas à leur refus d'assumer financièrement (3), voire juridiquement (4), les conséquences et la responsabilité de ces coûts colossaux et de ces dégâts (peut-être) inévitables, à caractère environnemental et social ?

- Voulons-nous que l'on continue, voire intensifie par la contrainte, la menace ou la peur du licenciement, la dégradation des conditions de travail (5) de ceux qui produisent réellement et font, pratiquement et quotidiennement, fonctionner ces services aux citoyens, et ce, sans réelle résistance syndicale significative et de poids ? Ou voulons-nous que l'on (re)constitue un cadre de travail sécurisant, valorisant, coopératif, permettant solidarité et transfert des savoirs acquis au profit, non d'une plus grande productivité, mais d'une meilleure qualité et d'une meilleure sécurité des services offerts, que l'on (re)crée des conditions quotidiennes de travail permettant à des gens reposés, respectés et épanouis, d'assurer un service aux citoyens avec souplesse et disponibilité ?

- Voulons-nous que l'on prône le développement de systèmes de circulation et de transports, y compris des marchandises, qui engendrent souvent davantage d'immobilisme que de mobilité (6), ainsi que de plus en plus de pollution frôlant, à bien des égards, des seuils irréversibles (7) ? Ou voulons-nous que l'on réserve l'usage du financement solidaire des citoyens que sont censés représenter les taxes et les impôts, pour privilégier une politique de mobilité et de transports qui s'inscrive dans une perspective de développement durable, respectueuse de notre cadre naturel de vie et de celui des générations futures ?

L'urgence de ces questions, à l'aube d'une libéralisation totale du marché des transports des personnes et des marchandises, est cruciale. Elle appelle des choix clairs et sans compromis, qui doivent s'articuler vraiment autour de la défense, du (re)déploiement et de la

(ré)organisation démocratique de Services Publics aujourd'hui déjà gravement mis à mal (bus, trains, métros). Elle appelle notre mobilisation à tous comme citoyens et comme usagers, contraints ou volontaires, de ce type de déplacement et de transport.

En tout cas, ces trois moteurs de notre action, de l'ordre de la nécessité individuelle, de l'efficacité stratégique collective et des valeurs morales et politiques, donnent, à nos yeux, à notre action, sa force et sa légitimité, même si de facto, celle-ci se voit dès lors contrainte de s'inscrire dans une dynamique assimilable à de la désobéissance civile.

Ce qui signifie bien sûr risques de répression. Il va de soi que, pour tous ceux qui prennent ce risque, en posant régulièrement et consciemment cet acte de refus de paiement, les sanctions financières envisageables ne sont absolument pas assumables. Ce sont alors des risques de saisie qui sont à craindre, avec pour conséquence une précarisation de plus en plus intenable. Pour les plus solvables d'entre nous, à faibles revenus professionnels, de telles sanctions les plongeraient à leur tour dans une situation financière très difficile.

Or, les délais qui se sont écoulés depuis que sont tombées les premières amendes, sans que s'ouvre un dialogue avec les autorités administratives concernées, ni que s'accélèrent des mesures politiques positives, nous amènent maintenant à devoir envisager rapidement la possibilité que nombre d'entre nous se retrouvent devant les tribunaux.

Si, eu égard aux moteurs de notre action, ainsi qu'aux enjeux et aux urgences dans lesquelles elle s'inscrit, vous pensez que cette réponse (qui reste hypothétique à l'heure actuelle) de l'Administration publique serait inacceptable, nous vous demandons instamment de bien vouloir nous le faire savoir le plus vite possible (par téléphone, courrier ou E-mail), afin que nous élaborions une liste des personnes, associations et organisations prêtes à se solidariser, le jour venu, avec ceux d'entre nous qui seraient poursuivis. Il s'agit donc pour nous de pouvoir établir d'urgence un relevé d'énergies mobilisables sous des formes multiples et à déterminer, susceptibles de constituer une protection collective et forte en cas de problèmes judiciaires. Une sorte de **bouclier solidaire**.

Il va de soi que, si vous en manifestez le désir, nous nous engageons, en juste retour, à vous informer régulièrement de l'évolution de notre action, soit à votre demande, soit chaque fois que des éléments nouveaux et significatifs interviendraient.

Nous nous tenons également à votre disposition pour vous fournir toute information supplémentaire susceptible d'éclairer votre décision. Contactez-nous donc rapidement, s'il vous plaît !

## Le Collectif Sans Ticket

[collectifsansticket@altern.org](mailto:collectifsansticket@altern.org)

35 rue Van Elewijck, 1050 Bxl, 02/644.17.11

21 rue Pierreuse, 4000 Liège, 04/344.58.88

(1) Voir les milliards investis dans le TGV pour le seul profit quasi des voyageurs d'affaire ou d'un tourisme international solvable !

(2) Voir les suppressions de lignes et de gares en milieu rural ou en périphérie urbaine populaire.

(3) Développement du principe d'externalité dans la gestion des entreprises.

(4) Voir les négociations de l'AMI, puis de l'OMC.

(5) Ici, la liste est longue et s'appuie principalement sur nos recherches et sur nos contacts au sein de la SNCB, provoqués par l'usage de notre carte : stress, humiliation, sanctions, report de congés, flexibilité des horaires, responsabilisation financière, déplacements réguliers des lieux de travail, restriction d'acquis sociaux, culpabilisation sur les difficultés, voire les échecs, de l'entreprise et sur le mécontentement de la clientèle, mise sous pression et mise en danger, physique et psychologique quotidienne, mise en concurrence des personnes et des secteurs d'activités, mise en première ligne face à des usagers de plus

en plus mécontents, voire en colère et agressifs, mise sous contrôle informatique permanente des performances individuelles et collectives et de leur progression, atomisation dans les relations de travail par de nouvelles méthodes de management, de gestion et d'organisation, etc.

(6) On pense bien sûr ici aux bouchons sur autoroutes et à la saturation automobile des centres urbains, y compris de leurs périphéries ou artères dites *rapides*.

(7) On pourrait ajouter la surexploitation dont sont victimes ces travailleurs hyper-flexibles et hyper-précarisés que sont les transporteurs routiers, y compris ceux des petits colis sur lesquels ABX construit ses spectaculaires bénéfices.

---

## *CAMPAGNE INTERNATIONALE*

# La Marche Mondiale des Femmes

Depuis des mois, elle se prépare...

Des initiatives importantes se préparent : une manifestation à Paris, le 17 juin, et une manifestation européenne à Bruxelles le 14 octobre 2000. Cette marche, dont l'initiative revient à la *Fédération des femmes du Québec*, entend lutter contre la pauvreté et contre les violences qui frappent les femmes. Pour nous, il s'agit d'aller plus loin et de dénoncer à la fois la logique capitaliste en œuvre et l'oppression patriarcale, ainsi que toutes les formes d'oppression dont sont victimes les femmes. Nous estimons que la lutte pour l'émancipation des femmes est indissociable des luttes que nous menons. Nous, inscrit-e-s dans le

mouvement des *sans* (sans papiers, sans logement ou mal logés, chômeurs et précaires, sans droit...), voulons une société débarrassée de toute oppression.

Le patriarcat est un système où le pouvoir politique, économique, social et sexuel est organisé par et pour les hommes. Il se caractérise par la mise sous tutelle, la dépendance, la discrimination et l'oppression des femmes (et des hommes qui ne correspondent pas aux schémas du *mâle dominant*). Ce système s'insinue jusqu'à l'inconscient collectif féminin et masculin et conditionne jusqu'à nos comportements les plus courants et les plus intimes.

Ainsi les rôles sont définis par le sexe. *Esclaves domestiques*, les femmes sont confinées à l'intérieur, tandis que la vie publique est réservée aux hommes. Cette répartition des rôles est conditionnée par l'éducation (jouets ménagers pour les petites filles, jouets guerriers pour les garçons), c'est l'apprentissage de la passivité, de la séduction, de la soumission systématique pour les petites filles ; c'est l'apprentissage de la compétitivité et de l'agressivité, de la force physique obligatoire pour les petits garçons. Les inégalités se perpétuent au long de la scolarité puisque ce sont majoritairement les garçons qui font des études longues et suivent des filières scientifiques (évidemment les filières les plus valorisées).

Un des premiers principes du patriarcat est la notion de chef de famille chère à nos administrations. Cet enfermement des femmes dans le statut de *personne à charge* conduit à la négation systématique de leur personnalité propre, de leurs désirs, de leurs projets, confondus dans ceux de leur père, conjoint, frère. La logique patriarcale du *chef* de famille justifie aussi la violence conjugale qu'elle soit psychologique ou physique, le viol conjugal, l'inceste. Le patriarcat, l'ordre moral dépossèdent les femmes de leur propre corps et de leur individualité. Elles sont dans l'obligation de correspondre à un certain nombre de normes physiques et comportementales (beauté, minceur, douceur, élégance...), elles continuent à subir des grossesses non désirées, à voir leur sexualité codifiée (un partenaire exclusif, mâle obligatoirement). *A fortiori*, le lesbianisme, en ce qu'il exclut l'allégeance à un homme,

représente une transgression aux règles patriarcales souvent chèrement payée. Dans la même logique, l'appropriation du corps des femmes peut aller jusqu'à des mutilations sexuelles telles l'excision et jusqu'à la mise à mort.

Contraintes d'appartenir à un homme, les femmes n'existent pas en tant que sujet et l'on peut donc disposer d'elles comme d'un objet. Un objet que l'on peut mater, que l'on peut siffler, que l'on peut toucher... Toute femme est donc en situation d'insécurité permanente.

À l'oppression patriarcale s'ajoute l'oppression capitaliste. C'est parce que l'on considère encore les femmes comme des mères et des ménagères avant tout qu'on les estime moins disponibles et moins performantes. Ainsi se perpétuent les discriminations à l'embauche, les différences de salaire à travail égal, les temps partiels imposés, le confinement dans les postes subalternes et dans certains secteurs d'emploi. Si certains métiers leur sont interdits, les emplois qui leur sont réservés sont dévalorisés (ménage, secrétariat, enfance...). Ainsi la majorité des smicards sont des smicardes, tout comme la majorité des chômeurs sont des chômeuses, souvent non rémunérées.

La précarité touche plus les femmes que les hommes, ils et elles ne sont pas égaux même devant le revenu minimum. Rappelons que la Caisse d'Allocations Familiales ne reconnaît par couple et par famille qu'un seul allocataire : l'homme dans presque tous les cas. Ce qui est un obstacle évident à l'autonomie économique et sociale des femmes. La politique de l'allocataire unique permet des économies qui peuvent avoir des conséquences dramatiques.

Financièrement dépendantes, les femmes n'ont guère de moyens de se soustraire à la violence conjugale. Les femmes sans papiers sont encore plus victimes de la précarité. Soumises au travail clandestin (de l'exploitation à l'esclavage sexuel), elles ne peuvent faire valoir aucun droit.

Dans l'attaque contre les services de santé publique, les droits et les besoins spécifiques des femmes sont une des premières cibles.

Le patriarcat s'approprié le corps des femmes, le capitalisme le met en vente. La publicité utilise l'image des femmes, souvent de façon dégradante pour faire vendre ou les assimile à un bien de consommation. Dans le cas de la pornographie ou de la prostitution, les femmes deviennent littéralement des marchandises.

Les promesses des politiques, les mesurette sur l'exclusion et la précarité, ou encore les discussions sur la parité sont loin de satisfaire des revendications que seule la lutte permettra de faire aboutir.

Contre la double oppression dont sont victimes les femmes sans-papiers ; la précarisation croissante des femmes (temps partiel imposé, bas salaire, philosophie du retour au foyer) ; les déremboursements des soins spécifiques (pilule, dépistage des cancers, fermetures des CIVG) ; les violences quotidiennes (professionnelles, familiales) ; l'exploitation et la marchandisation de l'image et du corps des femmes ; l'invisibilité de la contribution sociale des femmes ; la lesbophobie et l'homophobie ; l'enfermement des femmes (carcan moral et familial) ; les discriminations sexistes dans l'orientation scolaire et professionnelle.

Pour la liberté de circulation ; le droit d'asile pour les femmes fuyant les violences patriarcales (mariage forcé, mutilations sexuelles) ; la contraception, l'avortement libre et gratuit quels que soient l'âge et la nationalité ; l'accès libre et gratuit aux soins médicaux (notamment gynécologiques) ; un rapport égalitaire entre les sexes ; une éducation non sexiste ; un développement des équipements collectifs, notamment pour les enfants ; le droit au logement ; l'égalité économique et sociale (des revenus décents pour toutes et tous) la liberté politique et syndicale.

Collectif des "sans"

La Fédération Anarchiste  
francophone à Lille:  
Cercle Emma Goldman

33 rue de la Paix d'Utrecht  
59000 Lille

---

## *PRÉSENTATION CRITIQUE*

# La Marche Mondiale des Femmes

*L'idée d'une Marche mondiale des femmes en l'an 2000, contre la pauvreté et contre les violences faites aux femmes, a été lancée par la Fédération des femmes du Québec, à l'automne 1995, lors du Forum des femmes de Pékin.*

Mais, si une mobilisation sur la condition faite aux femmes partout dans le monde est **plus que jamais nécessaire**, ce projet de *Marche* présente à mon sens de réelles faiblesses et ambiguïtés, tant dans l'analyse globale du système qui sous-tend la domination masculine que dans les revendications avancées et les objectifs affichés.

Les animatrices de la *Marche* entendent, je cite, *rompre définitivement avec le capitalisme néolibéral, et non* avec le capitalisme en général. Cette nuance est loin d'être anodine. Leur discours, que l'on peut retrouver dans un *Cahier des revendications mondiales*, est en fait celui d'une intégration au système d'exploitation en place. Elles rejoignent par là certains courants socio-démocrates et "citoyens" aujourd'hui à la mode, qui voudrait nous faire croire qu'un *capitalisme à visage humain* a existé voici quelques décennies, après le *capitalisme sauvage* de la fin du XIXe siècle, et que, pour le bien commun, il convient d'y revenir en *régulant* les offensives du néolibéralisme. L'acceptation de l'économie

de marché comme un moindre mal, avec juste une dénonciation de ses "excès", jugés ici nuisibles à l'intégration des femmes, conduit à mener campagne pour la taxe Tobin et à *effectuer du lobbying* en direction des institutions existantes avec recherche de sponsors, création de comités de soutien de personnalités, etc.

Au niveau français, nous dit-on, il s'agit d'*œuvrer pour la protection du fonctionnement démocratique et autonome des États-nations* contre le pouvoir économique... comme si les États-nations n'étaient pas au service du second, et n'avaient pas entre autre rôle de pérenniser l'organisation patriarcale sur laquelle il s'appuie. L'État nous est ainsi présenté comme le garant de l'égalité, de la justice et de la démocratie, qu'il nous faut obliger à *continuer son rôle régulateur du système*, notamment par l'instauration de dispositions juridiques en faveur des femmes.

Au niveau supranational, nous dit-on de même, il s'agit de *consolider la légitimité politique de l'ONU*, organisme supposé d'une possible neutralité et qualifié d'*espoir à cultiver*. C'est pourquoi la campagne autour de la *Marche* implique la signature de cartes-pétitions qui seront rassemblées pour être déposées le 17 octobre 2000 au siège de cette institution à New-York.

On le voit, il n'y a là rien que de très consensuel, et, après le débat sur la parité hommes-femmes, on nage vraiment en plein réformisme : l'objectif visé est de chercher à réduire, et non à éliminer, la pauvreté ou les inégalités que subissent les femmes.

La *Marche mondiale* a eu un précédent, ainsi que nous l'explique un tract de sa Coordination française : *En 1995, la Fédération des femmes du Québec organisait avec un énorme succès une marche sur Montréal pour "Du pain et des roses"* : du pain pour se nourrir et des roses pour prendre plaisir à la vie. Par cette Marche, elles obtenaient des améliorations pour la vie des femmes de leur pays. En fait, les informations en notre possession nous offrent un autre bilan de cette manifestation, qui semble, certes, avoir obtenu l'adhésion de nombreuses femmes... mais aussi celle du gouvernement québécois, auprès duquel avaient été discutées préalablement les revendications,

fort peu ambitieuses : une création de logements sociaux correspondant plus ou moins aux promesses électorales du Parti québécois (arrivé au pouvoir pendant la *Marche*) ; une légère hausse du salaire minimum se traduisant par un projet de loi sur l'équité salariale sans mesure coercitive envers les entreprises, et donc sans réelle efficacité ; ou encore et surtout le financement d'emplois dans l'*économie sociale* (services aux personnes, de proximité...) qui a servi à transférer des services publics vers des organismes sans moyens embauchant au rabais des précaires (surtout des femmes et des jeunes). La présidente de la FFQ est devenue, grâce à la *Marche* de 95, une figure médiatique sollicitée, et l'une des membres du *Comité de concertation national sur l'économie sociale*, a récemment été nommée **ministre du Travail** ; quant au gouvernement, il a acquis par ce biais le vote de nombreuses femmes au référendum sur la souveraineté qui s'est déroulé quelques mois plus tard. Aujourd'hui, dans la même logique de lobbying visant à l'intégration des mouvements contestataires, la *Marche* nous présente un *projet de loi sur l'élimination de la pauvreté* qui, bien évidemment, ne vise qu'une réduction des écarts entre les revenus les plus hauts et les revenus les plus bas). Qu'il est doux pour les États de pouvoir se reposer sur une société civile si prompt à rester à la place qu'on lui a assignée.

## Le rôle des ONG

Le rôle prédominant des ONG dans l'organisation de la future *Marche* explique sans doute en partie le choix d'une intervention de type quasi caritatif sur la condition des femmes, déclarées *nouvelles pauvresses de l'an 2000* par l'UNESCO. Après avoir avancé un certain nombre d'analyses justes sur la situation des femmes dans les sociétés patriarcales et capitalistes actuelles, en particulier dans le monde du travail, les organisatrices de cette *Marche* se contentent de quémander un aménagement de ces sociétés pour obtenir un peu moins de pauvreté et un peu plus d'égalité, ceci sans remettre en question leur fondement, pourtant à la source du rapport hiérarchisé entre les sexes.

De plus, la logique de la grande campagne médiatico-politique qui nous est proposée implique comme toujours un nivellement par le bas de la

revendication officielle, pour que la dynamique *attrape-tout* soit pleinement efficace. Le *Cahier des revendications mondiales* contient ainsi le minimum de base revendicatif susceptible d'attirer ONG et autres organismes *branchés* sur les pays du Sud (droits à l'éducation, à un logement décent, à la propriété et au contrôle de l'eau courante, à un salaire social minimum...). Mais ensuite, dans le but d'éviter un clash avec les groupes de femmes plus contestataires, une marge de manœuvre a été laissée aux différentes composantes régionales sur *leurs revendications spécifiques* (!). Les féministes d'Europe impliquées dans le projet de *Marche* ont de ce fait pu intégrer à une *plate-forme européenne* les revendications dont elles avaient découvert avec effarement et dénoncé dès octobre 1998 l'absence criante dans les ébauches de plate-forme mondiale... en particulier concernant la libération sexuelle des femmes. Le *Cahier des revendications mondiales* ne fait en effet référence à la contraception et à l'avortement que dans la partie consacrée à *la violence faite aux femmes* pour dénoncer *la contraception imposée par la contrainte ou la force, les stérilisations ou les avortements forcés*; de même, ses rédactrices n'abordent la question du lesbianisme qu'entre les lignes... alors que la libération sexuelle est une revendication primordiale dans la lutte des femmes, et la condition *sine qua non* de leur libération tout court. L'acceptation de voir apparaître localement des discours jugés trop extrémistes pour avoir droit de cité dans la plate-forme officielle constitue une fine manœuvre, puisqu'elle permet à la fois la neutralisation-récupération d'une revendication davantage critique et radicale, et favorise une mobilisation en Europe sur une plate-forme plus conforme aux aspirations de nombreuses féministes. Ainsi, tandis que le *Cahier des revendications mondiales* déclare exiger *l'annulation immédiate de la dette [...] des 53 pays les plus pauvres de la planète*, en appui aux objectifs de la *Campagne jubilé 2000* du Vatican, cette dernière mention n'apparaît pas dans la plate-forme européenne, et tout le monde semble s'en satisfaire !

On comprend dès lors que la *Marche* soit susceptible d'obtenir un certain succès auprès des gouvernants et des médias, ainsi que la bienveillance certaine du Vatican. Déjà, en France, les diverses composantes de la *gauche plurielle* lui ont apporté leur soutien. On

comprend aussi que de nombreux groupes et individus féministes et/ou révolutionnaires soient réticents à marcher - en particulier dans des pays comme l'Allemagne, où la mobilisation sur ce projet demeure quasi inexistante. En France, il ne déchaîne encore guère d'enthousiasme ; mais la délégation aux réunions préparatoires qui se sont déroulées tout au long de l'année dernière, ne pouvant refuser de saisir la perche tentante d'une campagne médiatique sur le thème des femmes, quelles que soient les couleuvres à avaler, a choisi, après les premières cruelles déconvenues, de poursuivre sa participation au projet.

Pour les révolutionnaires, libertaires et anticapitalistes, un tel choix est piégé. Il ne peut y avoir élimination de la domination masculine ni instauration d'une véritable justice et égalité entre les sexes dans un système d'exploitation patriarcal et capitaliste. C'est pourquoi le *Collectif Jamais contentEs!* s'est monté sur Nantes et s'est fait entendre pour la première fois, dans les rues, ce 8 mars. Il est nécessaire de créer un réseau antipatriarcal et anticapitaliste ouvert à toutes et tous, et de tenter par ce biais d'impulser une mobilisation correspondant mieux à nos aspirations.

**Patsy - Radio Alter'Nantes**

(d'après un article de Vanina  
paru dans le mensuel Courant Alternatif)

---

## NOTE DE LECTURE

# L'assassinat de Lumumba

# La Belgique a les mains propres.

La commission d'enquête  
parlementaire ne risque  
pas de réécrire l'histoire

La Belgique n'en finit pas d'être poursuivie par son passé, et en particulier son passé colonial. Après l'excellent *Les fantômes du roi Léopold* (Adam Hochschild), qui retraçait la colonisation du Congo et l'indignation internationale soulevée à l'époque par le véritable génocide perpétré par la Belgique pour réduire en esclavage la population noire, c'est aujourd'hui la "décolonisation" qui est passée au crible de la critique historique, à travers l'épisode de l'assassinat de Patrice Lumumba. L'historien flamand Ludo De Witte a mené, près de 40 ans après les faits, une rigoureuse enquête sur les responsabilités dans l'assassinat politique du premier premier ministre du Congo "indépendant". Comme on pouvait s'y attendre, la Belgique n'en ressort pas grandie.

À la fin des années 50, face à l'irrésistible montée du nationalisme indépendantiste, la Belgique fait un brutal volte-face dans sa politique coloniale. Le colonialisme pur et dur est en train de passer de mode et devient intenable, et plutôt que de s'accrocher ouvertement à une colonie qu'elle perdra de toute façon, la Belgique préfère prendre les devants. Si la "décolonisation" se fait en douceur et à son initiative, elle pourra facilement garder son emprise sur sa poule aux œufs d'or. Mais le processus commence par un mauvais calcul : c'est Patrice Lumumba qui sort vainqueur des élections, au grand dam de ceux qui espéraient installer un pouvoir néocolonialiste à leur botte. Lumumba est un nationaliste pur sucre, doté d'un immense talent d'orateur et d'un courage que lui reconnaissent même ses pires adversaires. Les Belges appréhendent son avènement, et ils n'ont pas tort. Le 30 juin 1960, jour de l'indépendance du Congo, Lumumba inflige un camouflet au roi Baudouin et à tous les officiels belges réunis pour célébrer

l'événement. Alors que Baudouin vient de célébrer béatement *l'œuvre élaborée par l'esprit génial de Léopold II*, Lumumba monte à la tribune pour s'adresser au peuple congolais. Rappelant les décennies de répression, de pillage et d'humiliations, il appelle les Congolais à lutter pour la construction d'un Congo *réellement* indépendant. C'en est trop, d'autant plus qu'il ne tarde pas à passer de la rhétorique aux actes. Quelques jours après l'indépendance, les soldats de l'ANC - l'armée congolaise, bastion colonialiste tenu par des Belges - entrent en grève pour exiger l'africanisation des cadres. En soutenant leur mouvement, Lumumba fait déborder le vase. Les Belges comprennent qu'ils n'ont décidément rien à attendre de lui, et le grand sabotage commence.

### Diviser pour mieux régner

Consciente que Lumumba ne pouvait être battu de front sur son terrain, et désireuse de sécuriser ses richesses coloniales et de démontrer l'instabilité d'un Congo dirigé par Lumumba, la Belgique organise la sécession du Katanga, la province minière qui renferme la majorité des richesses du Congo. Son gouvernement fantoche, dirigé par Moïse Tshombe, ne trompe pas grand monde, mais officiellement la Belgique n'y est pour rien. Les Nations Unies, qui dépêchent sur place des casques bleus pour assurer la souveraineté congolaise et protéger le gouvernement élu, se contentent dans les faits de perpétuer le status quo. Bien sûr, la Belgique reste également très active à l'intérieur de ce qui reste du Congo, tentant de récupérer des dirigeants congolais plus "modérés", comme le président Kasa Vubu. Bruxelles arrive à persuader ce dernier que la sécession durera tant que Lumumba sera au pouvoir. Le 5 septembre, il annonce la destitution de Lumumba et de six de ses ministres. Lumumba dénonce cette mesure anticonstitutionnelle et réplique à son tour par la destitution de Kasa Vubu. Le chaos est total, et il profite bien entendu à Kasa Vubu, qui jouit du soutien (notamment financier) de toutes les grandes puissances occidentales et des Nations Unies. Cependant, les représentants élus de la chambre et du sénat soutiennent Lumumba et lui accordent les pleins pouvoirs le 13 septembre. Le 14, un certain colonel Mobutu annonce la neutralisation des institutions politiques jusqu'à la fin de l'année et installe à leur place un *collège des commissaires* sous sa direction. Lumumba, qui reste

encombrant, est placé en résidence surveillée et coupé de sa base à partir du 10 octobre. Il ne lui reste alors plus qu'à déplacer ses activités vers Stanleyville (l'actuelle Kisangani), où la population est entièrement acquise à sa cause et prête à en découdre. C'est de là qu'il espère reconquérir son pays et restaurer l'autorité légitime de son gouvernement. Les néocolonialistes savent que s'il atteint *Stan*, le peuple le suivra en masse et la partie risque d'être perdue. Il faut donc l'en empêcher à tout prix.

Le 27 novembre, Lumumba fausse compagnie à ses gardes et entame le voyage vers Stanleyville où l'attend une foule fébrile. Il est repris le 1<sup>er</sup> décembre, juste avant de traverser la rivière Sankara, dernier obstacle avant l'objectif. Il tente encore de s'évader et de se mettre sous la protection des casques bleus, mais ceux-ci lui annoncent qu'ils n'ont pas pour mission de protéger le premier ministre légitime. Il est capturé par les soldats congolais. Désormais, il est un prisonnier *de droit commun* et se voit enfermer dans un camp militaire près de Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa).

## L'Union Minière lave plus blanc

Reste à décider du sort de ce prisonnier terriblement encombrant. Tant qu'il sera en vie, il représentera un danger pour les intérêts occidentaux. Lumumba mort, l'emprise néocolonialiste sera assurée. Seulement, comment s'en débarrasser tout en limitant les dégâts politiques autant que possible ? Finalement, sur l'insistance notamment du ministre belge des Affaires africaines, Harold d'Aspremont Lynden, on opte pour le transfert au Katanga. Tshombe a toujours déclaré qu'entre ses mains, Lumumba serait un homme mort. Le 17 janvier, Lumumba et deux compagnons d'infortune sont transférés à Elisabethville, la capitale du Katanga. Entamés durant le transfert, des sévices horribles se poursuivent jusque dans la nuit. Une bonne partie du gouvernement katangais, dont Tshombe, y participe, ainsi que bon nombre de "conseillers" belges au Katanga. Finalement, Lumumba et les deux autres sont exécutés le jour même, dans le plus grand secret. La version officielle, selon laquelle Lumumba se serait évadé trois semaines plus tard et aurait été lynché par une foule de villageois qui l'aurait

reconnu, ne trompe personne, mais une commission d'enquête des Nations Unies échoue à découvrir toute la vérité, en raison de l'obstruction de toutes les personnes impliquées, y compris au sein de l'ONU. A ce moment-là, cela fait belle lurette que les corps ont été dissous dans de l'acide fourni par... l'Union Minière.

Tout au long de son livre, Ludo De Witte démontre implacablement l'écrasante responsabilité de la Belgique (son gouvernement, son establishment industriel, ses conseillers sur place et - s'en étonnera-t-on ? - sa Cour), et accessoirement des États-Unis et de l'ONU. Cependant, l'affaire a été menée *à la belge* : *surtout, pas de sang sur les mains*, comme l'a si bien formulé un aumônier militaire belge stationné au Katanga. Les Américains, eux, avaient envoyé au Congo, via la CIA, un tueur chargé d'empoisonner Lumumba, avant que l'affaire ne s'avère impossible. Mais les Belges sont plus retors. Dans le plus pur style Ponce Pilate, ils ont tout fait pour envoyer Lumumba à une mort certaine sans pour autant éclabousser de sang leurs uniformes ou leurs complets vestons. Pour l'auteur, il ne fait cependant aucun doute que l'attitude de la Belgique dans cette affaire relève du Code pénal. Non-assistance à personne en danger pour le gouvernement, et homicide, voire meurtre, pour les officiers supérieurs belges en service commandé au Katanga.

## Un "dictateur communiste" démocratiquement élu

Quarante ans, c'est long. C'est suffisamment long pour que la parution d'un livre extrêmement bien documenté mène à des réactions politiques concernant un sujet épineux pour la Belgique, contrairement à ce qui arrive pour des affaires trop récentes comme les dossiers X. Malgré les protestations du CVP, et en particulier de Mark Eyskens, dont le père était premier ministre à l'époque des faits, une commission d'enquête parlementaire sera mise sur pied. Est-ce à dire que la Belgique reconnaîtra ses torts, présentera des excuses et dédommagera les familles des victimes, comme il est théoriquement question de le faire ? Rien n'est moins sûr. Le mythe de l'œuvre civilisatrice de la Belgique au Congo a la vie dure, il suffit de se promener au musée de Tervueren

pour s'en apercevoir. Avouer la culpabilité de la Belgique dans la liquidation de Lumumba et, surtout, en tirer toutes les conséquences, équivaudrait à reconnaître que le Congo (et l'Afrique en général) n'a jamais joui d'indépendance que sur le papier. Au moment où Louis Michel renoue des relations avec cette région de l'Afrique pour y mener, selon ses propres termes, une *politique étrangère éthique*, ça ferait désordre de reconnaître que l'ancien colonisateur a sapé, dès le départ, les bases d'une indépendance réelle du Congo.

Dès lors, quel est le résultat auquel il faut s'attendre ? Plus que probablement, des conclusions chèvrechoutistes du genre : *Sans doute la Belgique n'a-t-elle pas tout fait pour sauver la vie de Lumumba, mais elle n'a pas participé activement à son assassinat. Et puis, ne l'oublions pas, Lumumba était un communiste, qui avait un palmarès comparable à Milosevic ou Saddam Hussein* (la comparaison est de Mark Eyskens). Même si la commission parlementaire va plus loin, cet examen de conscience ne risque pas de remettre en question les mythes qui entourent encore, dans une bonne partie de l'opinion publique, la colonisation et les relations Nord-Sud qui en ont découlé. Cette version officielle, comme bien d'autres, est *neurologiquement implantée dans l'esprit du public*, comme le disait récemment l'avocat de l'assassin officiel de Martin Luther King à propos des conclusions d'un jury qui a estimé, après examen des faits, que l'assassinat de cet autre grand leader noir découlait également d'un complot fomenté notamment par des institutions gouvernementales.

Pour conclure avec Ludo De Witte, l'affaire Lumumba est *un exemple terrifiant de ce dont la classe dirigeante de ce pays est capable lorsqu'elle est atteinte dans ses intérêts fondamentaux*, hier comme aujourd'hui, et à l'étranger comme en Belgique.

Olivier Taymans

*L'assassinat de Lumumba, Ludo De Witte, éditions Karthala, Paris, 416 pages.*

## À PROPOS DE SADO-MASOCHISME

### Mal aimé

#### Le nouveau film de Richard Olivier.

*Le sadomasochisme n'est pas considéré comme un délit. Seules ses conséquences peuvent le devenir, par exemple en cas de plainte d'un soumis auprès des institutions judiciaires, lesquelles se voient alors, de ce fait, dans l'obligation d'entamer une enquête (Richard Olivier, Le Juge condamné, AL 217, mai 99, p.31).*

*Le normal, la normalité, sont des termes que l'on utilise dans le langage courant mais il faut bien dire que l'expérience psychanalytique [...] démontre que s'il y a bien une chose qui n'existe pas chez l'être humain, c'est la normalité. La normalité, ce n'est qu'un idéal ou un préjugé que l'on se fait au nom de certaines valeurs morales, politiques, hygiéniques etc. (Serge André).*

Le film documentaire de Richard Olivier **Mal Aimé** (Production Olivier Films et Wallonie Image Production) a été projeté au Kladaradatsch, le 27 février dernier, dans le cadre du Festival International du Film de Bruxelles (Belgian Focus/documentaires).

Si vous l'avez vu à cette occasion, tant mieux pour vous car *La RTBF, par son statut est tenue de ne pas diffuser des émissions contraires aux lois ou à l'intérêt général. Or, par un Arrêté de la cour d'Appel de Bruxelles, en date du 24/4/94, le sadomasochisme a été classé dans les actes contraires aux bonnes mœurs* (La Direction RTBf).

Diantre, un tel respect de la loi (mais la jurisprudence n'a pas force de loi) ferait se retourner n'importe quel illégaliste dans sa geôle ! En effet, si l'on suit la logique ertébéenne jusqu'au bout, aucun film, aucun

reportage, aucun débat s'articulant autour d'un sujet sensible, relevant ou non du code pénal, ne pourrait être diffusé sur les chaînes nationales. Quid alors de problématiques telles que la violence en tout genre, la criminalité en col blanc, l'alcoolisme au volant, la toxicomanie, l'inceste, la pédophilie, l'homosexualité etc... ? Est-ce parce que l'altérité dérange qu'il ne faut pas en parler ? Si c'est le cas, nous n'aurons bientôt plus droit qu'à d'insipides émissions dans le genre de *Pulsations* et autre *Bingo Vision*.

Le film en question, tout en pudeur et d'une extrême sensibilité, à aucun moment ne verse dans le voyeurisme vulgaire. Il permet cependant aux personnes interviewées (soumis, dominatrices, gérants d'un commerce spécialisé, psy) de lever quelque peu le tabou qui entoure encore aujourd'hui le sadomasochisme alors que sa pratique est de plus en plus répandue. Tout au long du film, Serge André, psychanalyste, se basant sur sa propre expérience thérapeutique et sur les travaux de Freud, apporte un éclairage psy aux propos des différentes personnes interviewées.

## Sadomasochisme

Le mot sadomasochisme est un terme générique désignant des pratiques sexuelles algophiliques consensuelles.

Sadisme et masochisme sont pourtant deux choses totalement différentes. L'appariement de ces deux termes antinomiques est surprenant (en effet, quel sadique digne de ce nom, se satisferait de sévices qu'il infligerait à une victime consentante ?). Il ne s'explique que par la nécessité pour le ma-sochiste (hormis les rarissimes cas de vérita-

ble partenariat complice) d'avoir recours aux services - le plus souvent rémunérés - d'une personne qui se prête au jeu de la domination.

## Masochisme

Le mot masochisme est un néologisme créé par le sexologue Krafft Ebing, à partir du nom de Léopold Von Sacher Masoch, écrivain

autrichien, auteur de *La Vénus à la fourrure*). Ce terme désigne un goût de la soumission, de l'état d'avilissement, d'infériorité envers le partenaire et un désir de souffrance infligée par lui.

Selon Serge André, le masochiste ignore souvent qu'il l'est, mais sa souffrance morale est telle qu'il est amené à consulter. Il présente la plupart du temps les symptômes que l'on rencontre chez les pervers et, dans une moindre mesure, chez les névrosés (crises d'angoisse paroxystiques, symptômes dits maniaco-dépressifs, sentiment de perte complète dans l'existence). Son masochisme se révélera en cours de travail analytique.

*On croit qu'un masochiste, c'est simplement quelqu'un qui veut se faire souffrir, qui veut qu'on le fouette, qu'on le frappe, qu'on le torture etc. Les choses ne sont pas si simples. Freud, lors de ses travaux, a repéré la complexité du phénomène masochiste et ce dernier concerne tout le monde. Il a répertorié trois formes de masochisme*

- **Le masochisme érogène primaire.** *C'est le fait que certains individus trouvent du plaisir dans la douleur.*

- **Le masochisme féminin.** Il n'a rien à voir avec le postulat qui voudrait que la femme soit naturellement encline au masochisme. *Ce que Freud dit, c'est qu'il existe chez certains hommes, et il parle des hommes, un masochisme dont le but est de rejoindre ce qu'il appelle l'être féminin.* Ces hommes seraient donc attirés par une certaine image de la féminité souffrante et Serge André d'ajouter que la pratique psychanalytique permet de vérifier cette définition.

La personne de Bella en est un cas exemplaire. Il se définit d'ailleurs lui-même comme *une femme à pénis*. Détrompez-vous, il ne s'agit aucunement d'un hermaphrodite, d'un transsexuel ni d'un homosexuel. Simplement, explique-t-il, il se sent *femme depuis toujours, il est né avec un sentiment de femme* et ce sentiment de femme l'habite toujours aujourd'hui. Cela ne l'a pas empêché de se marier et d'avoir des enfants. Interrogé sur l'origine probable de sa déviance, Bella la situe au jour où son père a voulu faire son éducation sexuelle. *Cela m'a tellement dégoûté [...] que je me suis évanoui [...] C'était cette*

*pénétration [...] qui était une véritable intrusion [...] parce que la femme n'était pas véritablement consentante [...] Mon père et ma mère se disputaient fréquemment [...] ma mère ne voulait plus avoir de rapports avec mon père. Le masochisme féminin de Bella est étroitement lié à la perception qu'il a eue des rapports entre ses parents. Depuis plus de deux ans, il vit seul et fréquente de temps en temps un donjon. La première fois qu'il a poussé la porte d'un de ces fameux donjons, il y avait certainement un désir de souffrance et un désir de plaisir à la fois. Et en analysant bien, je me suis rendu compte aussi que c'était une forme d'**expiation** que je demandais [...] ou si vous voulez de **punition** puisque je me sentais fille et que je ne l'étais pas.*

*- Le masochisme moral. Et puis, il y a la troisième forme de masochisme que Freud appelle le masochisme moral. Le masochisme moral, c'est quelque chose qui touche tout le monde, c'est un besoin de répondre à un profond sentiment de culpabilité et ça, c'est quelque chose qu'on constate autour de nous, que l'on constate tous les jours.*

## **Masochisme, Pouvoir et Sadisme**

Mais enfin, qu'est ce qui dans ce film dérange ? Serait-ce le fait que Bella confirme que *des* hommes très importants dans notre pays, qui ont des fonctions très hautes, très élevées [...] *fréquentent les donjons* ? Évidemment non, dès lors que l'on sait que le sentiment de culpabilité est le principal moteur du masochisme. Ce qui gêne sans doute davantage, c'est l'hypothèse développée ultérieurement par Serge André (et que des confessions sur le divan confirmeraient) selon laquelle certains hommes de pouvoir, à qui l'argent ne fait point défaut, qui peuvent tout se permettre et tout acheter, n'auraient plus toujours la distance nécessaire entre eux-mêmes et le pouvoir qu'ils exercent et qu'ils commencent à croire à leur rôle.

Ces hommes seraient alors amenés à une telle surenchère dans l'escalade et l'assise de leur pouvoir, qu'ils s'engageraient dans des situations de type pervers où ils devraient se prouver de plus en plus qu'ils ont le pouvoir. Et ce qui fascine inévitablement tous les gens qui

*ont du pouvoir, c'est cette idée d'avoir le pouvoir de vie ou de mort sur les autres.*

Là, évidemment, quiconque a suivi attentivement l'affaire Dutroux et ses dossiers connexes ne peut s'empêcher de faire le rapprochement entre les propos de Serge André et les témoignages sous X.

Il n'est pas inutile de rappeler que X1 a fait état de son appartenance à un réseau de pédophilie puissamment organisé dont les membres n'hésitaient pas à mettre à mort des enfants ; que X3 a également relaté des faits similaires quoiqu'antérieurs ; que les autres témoins X corroborent les récits des précitées en bien des points. Quand on sait la suite qui fut réservée à ces dossiers brûlants, pourquoi s'étonnerait-on que le film **Mal Aimé** ne soit pas davantage diffusé ?

Anne-Marie

Celles et ceux le désirent peuvent se procurer la cassette vidéo en s'adressant à *Olivier Films*, 24 av Messidor, 1090 Bruxelles, tél/fax : 02/344.00.94.

La K7 est également en location à la Médiathèque, 739 ch d'Alseberg, 1190 Bruxelles.

---

## LU DANS LA PRESSE

José Bové :  
anar !

Lu dans  
*Le Monde* du 21 février 2000, page 7.

Les écrits des pères fondateurs de l'anarchisme en livres de chevet. Mais aussi **Georges Sorel** pour sa réflexion sur le syndicalisme révolutionnaire. Dans un livre-entretien publié par les éditions - tendance chrétienne de gauche - *Golias*, José Bové revient longuement sur ses références politiques. *Je suis un anarcho-syndicaliste*, déclare ainsi le co-fondateur de la **Confédération Paysanne** au politologue Paul Ariès et à Christian Terras, théologien et directeur de *Golias*. Un anarcho-syndicaliste qui, indique-t-il par ailleurs, *adhère à l'Évangile comme grille de lecture et d'engagement dans le monde*. Même si, de fait, il ne se reconnaît pas *dans le credo de la communauté chrétienne* et s'il fut exclu, en mai 1968, du collège-lycée Saint-Charles d'Athis-Mons (Essonne), dépendant de l'évêché, pour "irréligion". *Avec les paysans sans terre au Brésil, je me sens proche de la théologie de la libération. Leur manière de vivre leur foi est extraordinaire*, souligne ainsi M. Bové.

Dans son panthéon personnel, le désormais très médiatique éleveur de brebis place pêle-mêle la *Fédération jurassienne* - qui, en 1872 resta fidèle à **Bakounine**, exclu de la I<sup>ère</sup> Internationale pour s'être opposé à Marx sur la question de l'État -, la CNT espagnole de 1936 et les *Bourses du travail*, celles des fondateurs de la CGT du début du siècle, avec **Fernand Pelloutier** et **Émile Pouget**. *Il s'agissait pour eux de rester proches de la base, de privilégier l'action par les masses, de refuser partout tout ce qui pouvait ressembler à de la bureaucratie syndicale*, explique-t-il. Et d'évoquer comme autres balises : **Proudhon**, pour sa critique de l'autoritarisme, **Bakounine**, la figure par excellence de l'homme révolté et **Kropotkine**, dont il retient *la vie d'exil, de prison et de déportation* et la citation célèbre : *Ne croyez pas ceux qui vous disent : "Pas encore, c'est trop tôt !" . Non, il n'est pas trop tôt : maintenant, une fois pour toutes !* Revenant sur l'action de la *Confédération paysanne*, qui, en janvier 1998, avait détruit des semences de maïs transgénique de Novartis, M. Bové qualifie *d'ambigu et de navrant* le rôle de la CFDT. *C'est la première fois qu'on voit un syndicat de salariés se porter partie civile sur un thème qui, jusqu'à présent, était celui des patrons : à savoir l'entrave à la liberté du travail*, s'agace-t-il.

Quant à l'élection présidentielle, celui qui, dans le *Nouvel Observateur* daté du 17 février, qualifie de *débile* l'intention que lui avait prêtée Daniel Cohn-Bendit de se présenter, développe les raisons de son refus. *Les politiques ne transforment pas la société dans la mesure où ils ne remettent pas en cause ses fondements* : l'État et l'économie, explique-t-il. *S'inscrire dans le débat politique pour être acteur de transformations ou de prises de conscience est un mauvais calcul. Les choses changent quand la contrainte vient d'un phénomène ou d'un mouvement extérieur. Pour peser, il faut se situer à côté du système politique.*

Vous avez dit anar ?

Caroline Monnot - Le Monde

José Bové, *La Révolte d'un paysan*, Éditions Golias, 65 F (9,9 Euros).

---



52 pages - 20 ff - 100 fb

L'anarchisme social est sans doute la doctrine politique qui a le mieux posé les termes d'un vrai débat sur les questions de violence / non-violence.

En se réclamant de la libre fédération des individu(e)s et des groupes humains, en se positionnant clairement contre la peine de mort et pour la suppression des prisons et de tout autre lieu de coercition, l'anarchisme social a, toujours parié sur la capacité des êtres humains à pouvoir vivre ensemble libertairement, fraternellement et égalitairement, et s'est toujours rangé, de ce fait, sans ambiguïté aucune, dans le camp du refus de la violence.

À la question de savoir ce qui, de la violence ou de la non-violence, fonde le rêve libertaire, la réponse ne souffre donc aucune interprétation : c'est la non-violence !

Mais ce rêve peut-il voir le jour sans violences ?

L'État, le capitalisme, le militarisme, les religions, le patriarcat, le racisme, le sexisme, le fascisme, le totalitarisme, le productivisme, le scientisme... qui sont au cœur du *pourquoi* et du *comment* des oppressions et des exploitations - qui génèrent depuis toujours les cent mille et une petites et grandes violences politiques, économiques, sociales, culturelles... de notre quotidien -, se laisseront-ils abolir ou tout simplement réformer ? Une armée non-violente ne demeurera-t-elle pas toujours une armée ? Des capitalistes "non-violents" ne seront-ils pas toujours des exploiters ?

Bref, même si on prend pour acquis qu'il est certains moyens (la torture, le terrorisme aveugle...) avec lesquels il est hors de question de transiger, qu'il va de soi que l'évolution primera toujours sur la révolution, l'évidence n'impose-t-elle pas d'oser le courage du pragmatisme ?

Et au débat, nécessaire, sur la morale, ne doit-il pas se substituer un débat, impératif, sur les conditions politiques, économiques, sociales... de la mise en œuvre de cette morale ?

Cette brochure qui va à contre-courant de tous les clichés sur *les anars poseurs de bombes* s'y essaye.

---



